

Les Académiciens de la Restauration

Jean-Claude Bonnefont

Les académiciens disparus

L'époque de la Restauration a vu disparaître quelques-uns des académiciens qui avaient joué un grand rôle sous l'Empire. Certains sont morts, tandis que d'autres étaient appelés à quitter Nancy en raison des circonstances.

Tous les décès de titulaires n'ont pas forcément été mentionnés lors des séances de l'académie. Celui de Claude Fachot, survenu le 20 juin 1814, a été annoncé en séance dès le lendemain, lors d'une séance extraordinaire de l'académie. Cette nouvelle a donné lieu à un débat, à la suite duquel on a décidé d'envoyer une délégation auprès du préfet, afin de réclamer le droit pour l'académie de proposer son successeur à la bibliothèque. La mort du recteur de Lassaulx, qui a frappé par sa brutalité, a été annoncée le 2 avril 1818. Bouteiller est mort à Nancy le 27 avril 1820, alors qu'il ne venait plus aux séances depuis déjà longtemps. Sa mort a été annoncée en séance le 4 mai 1820. Son éloge a été prononcé le 30 avril 1821.

À la lecture des procès-verbaux, nous n'apprenons le décès de Mandel que parce qu'on le remplace, le 7 décembre 1820, dans ses fonctions de trésorier : il était mort le 26 novembre et il n'était pas besoin d'annoncer son décès, chacun était déjà au courant de sa disparition. L'acte de décès ne fait pas référence à sa qualité de membre de l'académie, mais lui donne ses autres titres : membre du conseil municipal, du jury de médecine et de pharmacie, doyen des pharmaciens de cette ville. Nous découvrons la disparition du président Henry et de Bouteiller parce que leurs éloges sont prononcés, les 30 juillet 1818 et 30 avril 1821. Nous apprenons seulement le 21 avril 1821 que Leseure est malade, et absent depuis quelque temps, mais on ne fait pas état de sa mort. En sens inverse, les disparitions de l'abbé Vautrin et de Louis Valentin ont eu un grand retentissement, lors des séances des 7 mars 1822 et 30 avril 1829.

Les départs de titulaires qui quittent Nancy sont encore moins souvent indiqués sur les registres, sauf lorsqu'il s'agit de préfets, auxquels on va faire des adieux : Séguier, Villeneuve-Bargemont et Foresta ont quitté Nancy lors de leur mutation. Azaïs, victime des soubresauts politiques, a quitté Nancy après les Cent-Jours, quand on a mis fin à ses fonctions officielles. On ne nous dit pas quand Maffioli a quitté Nancy pour terminer ses jours à Paris ; il disparaît des comptes rendus au cours de l'année 1827.

Ce flou relatif s'explique par la méconnaissance de certaines situations nouvelles, mais aussi par une certaine inertie de l'académie, qui attend que les partants l'informent officiellement de leur nouvelle résidence. Cela a parfois une conséquence pour le calcul du quorum ; on est obligé à plusieurs reprises de défalquer les académiciens définitivement partis, faute de posséder une liste bien à jour. Celle-ci n'a été établie, avec beaucoup de soin, que par Soyer-Willemet, en octobre 1825. Elle n'a été révisée que lors de la parution des derniers *Précis des Travaux*, c'est-à-dire en 1829 et en juillet 1833.

En dépit de cet effort de normalisation, certains académiciens continuent à ignorer la situation exacte de certains de leurs confrères. En 1815, l'académie se préparait à accueillir Charles Botta comme membre titulaire. Mais à la nouvelle de son départ de Nancy, où le gouvernement des Cent-Jours l'avait nommé recteur, on décide de lui attribuer seulement un diplôme d'associé correspondant. Le docteur Lamoureux, ignorant ce fait, déclare dans son précis des travaux du 18 mai 1826, qu'il est encore titulaire, bien qu'habitant Paris ! Cela prouve qu'il n'avait pas eu accès aux registres, malgré sa fonction de secrétaire.

Les nouveaux académiciens

Vingt-cinq nouveaux académiciens ont été élus pendant les années de la Restauration. Nous en donnons la liste dans l'ordre de leur élection.

Le général comte Antoine Drouot (1774-1847) est une des grandes figures de l'académie de Stanislas, bien que son état de santé ne lui ait pas permis d'y jouer les premiers rôles. Il était unanimement respecté, aussi bien en raison de son passé militaire glorieux que de ses grandes qualités humaines¹. Fils d'un boulanger, il était né à Nancy le 11 février 1774. Comme c'était un enfant studieux, les professeurs s'attachèrent à lui. Spitz écrivait à son biographe Nollet, le 20 décembre 1847 : « Je m'empresse de vous informer que l'illustre général Drouot a suivi mon cours de mathématiques au collège de Nancy pendant les années 1791 et 1792, et qu'il a servi de modèle, sur tous les rapports, à plus de soixante de ses condisciples. Etant enchanté de son désir de s'instruire, je lui ai donné tous les jeudis et dimanches, ainsi que pendant les vacances, des leçons extraordinaires, en sorte qu'après l'espace de deux ans, il avait acquis la connaissance de toutes les parties des sciences mathématiques, qui n'étaient enseignées que dans les écoles militaires supérieures ». Élève de l'École de Châlons, puis de l'École d'application de l'artillerie de Metz, il participa aux dernières guerres de la République et à toutes celles du Consulat et de l'Empire. Il fut nommé en 1808 colonel-major de l'artillerie à pied de la garde impériale et général en 1813. Il accompagna Napoléon à l'île d'Elbe, dont il fut nommé gouverneur. Il l'accompagna également lors de son retour en France en 1815 et participa à la bataille de Waterloo. Il faut remarquer à cet égard qu'il ne pouvait pas être accusé, comme d'autres l'ont été, d'avoir trahi le roi, puisqu'il a toujours été près de Napoléon. Traduit devant un conseil de guerre, il y fut acquitté et, dès lors, se retira à Nancy sans accepter d'être mis en demi-solde ou en disponibilité, afin de pouvoir servir à nouveau Napoléon, si ce dernier faisait appel à lui. Il ne perçut donc sa retraite de général qu'à partir de 1824. Il resta alors à l'écart de toutes les fonctions officielles. Il refusa d'être candidat à la députation, comme ses amis le lui demandaient. Lorsqu'en 1830, Louis-Philippe le nomma à la tête des 3^e et 5^e régions militaires, il dut au bout de quelques semaines, en raison de sa santé, renoncer à ce commandement. Il ne put accepter non plus la direction de l'École polytechnique que le gouvernement lui proposait. La candidature à l'académie de Drouot a été présentée par Valentin le 5 décembre 1816. Il ne faut pas y voir une affaire politique, car Drouot est une personnalité incontestable, qui fait l'unanimité autour de lui, une des gloires de Nancy. Les académiciens se pressent le 2 janvier 1817 pour son scrutin d'admissibilité : ils sont vingt, qui l'autorisent à l'unanimité à faire ses visites. Le second scrutin, le 6 février 1817 est tout aussi unanime.

Le général Drouot fut accueilli le 6 mars suivant par Louis Valentin, dont l'allocution figure au procès-verbal de cette séance. « La parfaite unanimité des suffrages pour votre admission a pu prouver le plaisir que nous éprouvions à accéder à votre demande et le prix que nous attachions à votre acquisition. Né dans ces murs, la carrière honorable que vous avez parcourue, les talents qui vous ont éminemment distingué dans la tactique militaire, la loyauté qui a caractérisé vos actions et l'héroïsme que dernièrement vous avez déployé au risque de votre vie, en ramenant à la soumission envers notre Roi légitime les débris d'une armée égarée et rebelle, ces qualités, embellies par une modestie remarquable, emblème du vrai mérite, vous assurent à jamais l'estime et l'attachement de chacun de nous en particulier ».

La présence du général Drouot à l'académie a surtout été effective sous la Restauration. Le 7 janvier 1830, il y a lu un rapport sur l'histoire des légions polonaises qui avaient combattu aux

¹ Jules Nollet-Fabert, « Biographie du général Drouot, Nancy, 1848 ». Maurice Girod de l'Ain : extrait de *La revue d'artillerie*, Paris, 1890. Son éloge par Jules Levallois, rédigé en 1848, ne figure que dans *les Mémoires de l'Académie de Stanislas* de 1856, p. 115-125. Plus récemment, Alain Larcen a ouvert « Le dossier militaire d'Antoine Drouot, officier général d'artillerie », dans sa communication du 21 mai 1999, *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, (1998-1999), p. 347-364.

côtés des troupes napoléoniennes et recommanda l'admission à l'académie, comme associé étranger, de l'auteur de ce livre, Léonard Chodzko. Il fit un peu plus tard, au nom d'une autre commission, un rapport sur la révision de la loi relative aux brevets d'invention. Mais son état de santé était de plus en plus précaire. Lors de la révolution de 1830, il participa à une commission municipale chargée du maintien de l'ordre à Nancy : mais il ne se déplaçait plus qu'à l'aide de béquilles. À partir de juillet 1833, il fut frappé d'une cécité presque complète et dut recourir aux soins d'une lectrice, Mademoiselle Lacretelle. Il a terminé sa vie dans la retraite, le 24 mars 1847 et son oraison funèbre a été prononcée le 25 mai suivant, dans la cathédrale de Nancy, par le RP Lacordaire.

Nicolas Maximilien Sidoine Séguier de Saint-Brisson (1773-1854) est né à Beauvais le 7 décembre 1773. Sa carrière préfectorale a commencé avec la Restauration. Nommé préfet du Calvados à la fin de l'année 1814, il a quitté son poste pendant les Cent-Jours. Il a été préfet de la Somme de juillet 1815 à mai 1816 et nommé préfet du département de la Meurthe le 14 septembre 1816. Après avoir quitté ce département, il a poursuivi sa carrière comme préfet de la Côte d'Or (19 avril 1820), de l'Oise (2 janvier 1823), de la Nièvre (2 avril 1830). Il a quitté la carrière préfectorale à l'avènement de la Monarchie de Juillet. Il est devenu membre libre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres en 1832. Il est mort à Paris le 22 mai 1854.

François Joseph Georges de Lassaulx (1781-1818) était né à Coblenz le 21 juillet 1781. L'article nécrologique qui lui est consacré dans *Le Journal de la Meurthe* du 5 avril 1818 insiste sur sa grande précocité ; une licence en droit lui avait permis de devenir « défenseur officieux » à l'âge de 18 ans. Après la création d'une école de droit à Coblenz, il y avait été nommé professeur de code civil le 26 mars 1806 et il en avait été élu doyen le 28 octobre 1809, lorsque l'école a été érigée en faculté. Parallèlement, il avait été juge, puis conseiller à la cour criminelle de Trèves. Il a été nommé en septembre 1813 inspecteur général de l'université pour les facultés de droit, puis recteur de l'académie de Nancy, à laquelle se trouvait momentanément réunie celle de Metz, du 30 septembre 1815 au 2 avril 1818². Comme son pays natal avait cessé d'appartenir à la France, il avait été au préalable naturalisé français par lettres patentes du 27 décembre 1814. Sa demande d'admission à la Société royale n'a été reçue que le 15 avril 1817 ; il a été admis à faire ses visites à la séance suivante du 8 mai et nommé membre résidant le 3 juillet 1817, dans « une séance particulière qui a précédé la séance publique ». Il n'a pu assister qu'à une seule séance ordinaire de l'académie, en décembre 1817. Il est mort à Nancy, dans sa maison de la rue Saint-Dizier, le 2 avril 1818. Le Journal de la Meurthe fait son éloge sans la moindre réserve. C'était un homme supérieur, mais qui « n'eut jamais ni prétentions d'amour propre, ni affectation de supériorité ».

Joseph Labroise (1761-1836), appelé parfois de Labroïsse, ou de la Broisse, est un sculpteur qui a été nommé membre de l'académie en 1819³. Il est né le 13 janvier 1761 à Sarrebourg, et non en 1763 comme cela était indiqué précédemment. Son acte de baptême, que nous a communiqué Madame Charretier, du Cercle généalogique de Nancy, est ainsi rédigé : « François Joseph Labroise, fils de Dominique Jean Balthazar Labroise et de Marie Jeanne Dufau, bourgeois de Sarrebourg ». Élève de Girardet, qui lui avait appris à dessiner, il était allé se former à Paris auprès des sculpteurs Julien et Pajou. De retour en Lorraine, on lui avait confié notamment l'exécution de deux statues de l'hôtel de ville de Pont-à-Mousson, d'un sépulcre de l'église de

² Bicentenaire de la fonction de recteur en Lorraine, publication de l'Académie de Nancy-Metz, 2008 : *Petit dictionnaire biographique des recteurs*, par Laurent Jalabert, p. 101. Mais nous avons trouvé des renseignements plus détaillés dans : Isabelle Havelange, Françoise Huguet, Bernadette Lebedeff, *Les Inspecteurs généraux de l'Instruction publique, dictionnaire biographique*, 1802-1914, Paris INRP, 1986, p. 443. Coblenz, qui avait été occupé par les armées françaises dès 1794, était le chef-lieu du département de Rhin-et-Moselle.

³ Nous avons vérifié l'orthographe de son nom sur son acte de décès, en date du 14 juillet 1836.

Saint-Nicolas de Port et d'un bas-relief de la porte d'entrée des Salines de Dieuze. Il a sculpté aussi un monument à la gloire de Girardet.

Labroise avait été en relations étroites avec l'école centrale, car il s'était consacré à l'enseignement de la sculpture⁴. Il avait demandé au département le 2 septembre 1796 un local au musée (c'est-à-dire dans la chapelle de la Visitation) pour y travailler et y donner des leçons ; on lui avait donné la salle de physique, libérée lorsque le professeur de cette matière s'est transporté à l'université. L'école de sculpture, qui était payante, a été ouverte le 21 janvier 1800. Elle y est restée jusqu'à la création du lycée, qui a rendu la chapelle au culte. Le musée, dont Labroise a été nommé conservateur le 19 janvier 1804, s'est établi alors au rez-de-chaussée du bâtiment de la Bibliothèque, avant de migrer à nouveau en 1807 sur la place Stanislas, dans l'ancien collège de médecine.

Labroise a été admis à l'académie comme titulaire le 10 décembre 1818, sur un rapport favorable de Haldat, après avoir déposé sa candidature le 30 juillet et avoir fait les visites d'usage. Il était cultivé sensible et bon, mais « d'un caractère un peu sauvage », ce qui explique sans doute qu'il n'ait pas trouvé à l'académie le moyen de s'y exprimer davantage et d'y jouer un rôle important, malgré une grande assiduité. Il connaissait aussi une situation de gêne financière, due au fait que ses œuvres n'étaient pas appréciées à leur juste mérite : on lui reprochait de vouloir trop figurer, ce qui leur faisait perdre « la beauté de leur conception primitive ». Incompris, il se montra très amer de « la destruction où il vit tomber son principal ouvrage, dont le peu d'effet n'avait tenu qu'à des changements difficiles, exigés de lui après coup, par suite des révolutions politiques ». Ces lignes, extraites du compte rendu des travaux de l'académie, fait par Guerrier de Dumast en 1836, font allusion au remplacement de la statue colossale, représentant le Génie de la France, qui avait occupé le centre de la place Stanislas avant l'érection de la statue de Stanislas. Il l'avait sculptée en 1808. Resté célibataire, il est mort dans le plus grand dénuement à l'hôpital Saint-Charles, le 13 juillet 1836. Les académiciens ont dû se cotiser pour payer ses obsèques⁵.

Claude Joseph Mallarmé (1758-1835) est né le 3 avril 1758 à Nancy, où il a fait ses études de droit. Après avoir exercé à partir de 1778 la profession d'avocat, il remplaça le 28 août 1784 son père comme substitut du procureur général du parlement de Nancy. La Révolution française lui donna l'occasion d'exercer d'autres fonctions, car il était réputé pour sa probité, sa bienveillance et sa compétence : il fut nommé procureur syndic du district de Nancy en 1790. Il s'y fit remarquer, jusqu'à la Terreur, par une conduite pleine de modération qui lui valut, les mauvais jours passés, d'être élu maire de Nancy (du 14 décembre 1794 au 17 avril 1795) et député à l'assemblée des Cinq-Cents (1795-1799). Après le 18 Brumaire, Bonaparte le nomma membre du Tribunat : il resta dans cette assemblée jusqu'en 1807, date à laquelle il entra au Corps législatif.

C'est alors que commença pour lui une troisième carrière. Déjà, en l'an VIII, il avait été le délégué des consuls dans les départements du Bas et du Haut-Rhin. Il fut nommé préfet de la Vienne le 3 novembre 1807 et resta à ce poste jusqu'en 1814 et pendant trois semaines lors des Cent Jours. Le régime impérial le fit baron d'Empire (1810) et chevalier de la Légion d'honneur (1808)⁶.

Lors de la Restauration, Claude Joseph Mallarmé se retira à Nancy, où il bénéficiait à partir de 1819 d'une retraite confortable, de 3333 francs par an. Il ne renonça pas complètement à ses activités politiques, puisqu'il siégea au conseil général de la Meurthe, dont il fut un des personnages les plus en vue, de 1820 à 1835. Il a consacré aussi beaucoup de son temps à la Société d'agriculture du département de la Meurthe, où il entra comme un des représentants de l'académie :

⁴ André Gain, « L'école centrale de la Meurthe », *Annales de l'Est* (1921), p. 99.

⁵ Charles Courbe, *Promenades historiques à travers les rues de Nancy*, p. 178. Il reproduit le texte du discours prononcé sur sa tombe par le docteur Serrières, au nom de l'académie.

⁶ Adolphe Robert, Edgar Bourloton, Gaston Cougny, *Dictionnaire des parlementaires français, 1789-1889*, tome IV, p. 242.

il en fut d'abord secrétaire et il en devint président en 1826 lorsque Mathieu de Dombasle renonça à ce poste.

Claude Joseph Mallarmé avait été évidemment nommé, dès 1804, associé correspondant de la Société des sciences, lettres et arts de Nancy. À son retour à Nancy, il participa assez activement aux travaux de l'académie, où sa présence a été signalée pour la première fois le 22 mai 1817. Il fallut cependant attendre le 9 juin 1819 pour qu'il fût considéré comme titulaire. Il s'y est fait surtout remarquer par le rapport qu'il a déposé au début de 1820 sur les conditions dans lesquelles on pourrait créer une société d'agriculture. Il a présidé l'académie du 4 mai 1820 au 7 juin 1821. Mais au cours des années suivantes, la participation de Mallarmé aux travaux académiques s'est limitée à un petit nombre d'interventions, sur des sujets mineurs, ce qui ne l'a certainement pas empêché d'intervenir, dans la coulisse, en faveur de l'académie, auprès des pouvoirs publics dont il avait l'oreille. Il est mort à Saint-Max le 22 juillet 1835.

Jean Paul Alban de Villeneuve-Bargemon (1784-1850) né le 8 août 1784 à Saint-Auban, dans le Var, appartient à une ancienne famille de la noblesse provençale, qui a fourni quatre préfets, tous frères, au gouvernement de la Restauration. Son frère aîné, Christophe de Villeneuve Bargemon, sous-lieutenant du régiment Royal-Roussillon, s'était réfugié en Provence après avoir échappé à la mort le 10 août 1792. Il avait commencé sous le Consulat une carrière préfectorale en devenant sous-préfet de Nérac, puis préfet du Lot-et-Garonne. Après 1815, il était devenu préfet des Bouches-du-Rhône. Jean Paul Alban avait suivi ses traces, d'abord comme secrétaire particulier de son frère à la préfecture du Lot-et-Garonne (1806), puis de Nacué, comte de Ceissac, directeur général de la Conscription en 1807.

Après avoir été en 1810 auditeur au Conseil d'État, véritable pépinière du corps préfectoral sous l'Empire, il fut nommé en mai 1811 sous-préfet de Zierickzee, dans les Bouches de l'Escaut, puis préfet des Bouches de l'Ebre, en février 1812 et de Sambre-et-Meuse en janvier 1814. Revenu en France au retour des Bourbons, il fut nommé préfet du Tarn-et-Garonne, perdit cet emploi aux Cent-Jours, mais retrouva un poste dans l'administration le 6 août 1817, comme préfet de la Charente, puis de la Corse, avant d'être nommé dans la Meurthe, le 25 avril 1820. Il a été élu membre titulaire de l'académie sans aucune formalité, le 25 mai 1820, alors qu'il venait de prendre ses fonctions le 21 mai. Il a présidé l'académie en 1823 avec autorité, mais en regrettant de ne pouvoir être plus souvent présent à ses séances.

Après son départ de Nancy, il fut encore préfet de la Loire-Inférieure, en novembre 1824 et du Nord, en mars 1828. Mais, profondément légitimiste, il refusa de prêter le serment à Louis-Philippe et fut mis à la retraite avec une pension de 6000 francs. Il fit alors une seconde carrière de député légitimiste : élu en 1830, battu en 1834, mais élu ensuite en 1840, 1842, 1846. Cet aristocrate, catholique convaincu, avait des préoccupations sociales qui étaient très en avance sur son temps. Il a exposé devant la Chambre des députés la question ouvrière dans toute son ampleur le 22 décembre 1840. Il a fait voter en 1841 la première loi qui réglementait le travail des enfants. Il est surtout connu pour ses travaux d'économie politique, qui l'ont fait entrer en 1834 à l'Académie des sciences morales et politiques : *Economie politique chrétienne ou Recherches sur le paupérisme*, 3 volumes, Paris 1834. Il a écrit plus tard une *Histoire de l'économie politique* (1841) et le *Livre des Affligés* (1841). Il est mort à Paris le 8 juin 1850⁷.

Le comte Philippe Charles d'Again des Hubas (1768-1828) occupait les fonctions de secrétaire général de la préfecture de la Meurthe lorsqu'il a été nommé membre titulaire. Comme son prédécesseur Malriat, il n'a aucunement participé aux activités de l'académie, sauf peut-être dans la coulisse, pour des négociations que nous ignorons. Il était issu d'une très vieille famille noble du Vivarais. Rallié à Napoléon, il a sans doute été employé dans l'administration impériale

⁷ *Dictionnaire des parlementaires français, 1789-1889, op. cit.*, tome V, p. 529-530. Son nom est très souvent écrit Villeneuve-Bargemont.

en Hollande, puisqu'il a épousé en 1806, à l'âge de 52 ans, Marie Pétronille Royet Blisset, née à Bois-le-Duc en 1781. Leur fils unique, Gustave, est né en 1808 et mort en 1830. Quant à Marie-Pétronille, lorsqu'elle est devenue veuve, elle a bénéficié en 1839 d'une maigre pension du gouvernement et est morte dans la misère, à Nice en 1856. Elle a vendu pour vivre tous les tableaux de la collection que son mari, amateur d'art, avait constituée. Royaliste zélé, il a eu dans ses fonctions l'occasion d'intervenir à la place du préfet Alban de Villeneuve, lorsque ce dernier était en congé, et de se faire remarquer par son manque de modération envers les opposants. Il a présenté sa candidature à l'académie le 1^{er} février 1821, en y joignant une traduction, en vers, du quatrième livre de l'*Enéide*. C'est probablement le 15 mars suivant qu'il a été admis, bien que les procès-verbaux ne soient pas explicites sur ce point. On connaît mieux la suite de sa carrière, après qu'il ait été nommé d'abord sous-préfet de Verdun, en janvier 1823, puis de Belfort, en octobre 1823. A propos d'une circulaire qu'il a envoyée aux conseils municipaux de son nouvel arrondissement en 1824, pour les inciter à soutenir les séminaires, *l'Ami de la religion* écrit : « La circulaire de M. le sous-préfet est écrite avec une chaleur qui honore des sentiments et son zèle qui ne peut que provoquer de généreux sacrifices de la plupart des habitants de l'arrondissement ».

Jean Charles Marc de Thiériet (1790-1870). Né le 1^{er} mars 1790, fils de Charles François Xavier de Thiériet, alors avocat et substitut surnuméraire au Parlement de Nancy et de Marguerite Vyart, il a été baptisé le 2 dans la paroisse Saint-Sébastien de Nancy. Ses études l'ont conduit à un doctorat en droit, obtenu en 1811. Lorsqu'il présente sa candidature, le 1^{er} février 1821, il est substitut du procureur général de la cour de Nancy depuis 1819. Est-ce une maladresse de sa part, lorsqu'il demande « de prendre à l'académie la place que son père y a occupé pendant un grand nombre d'années, avant de partir pour Strasbourg » ? On ne lui en tient pas rigueur. Plusieurs membres font l'éloge du candidat et soulignent que ses droits sont « plus personnels qu'héritaires ». Il aurait voulu présenter un ouvrage spécial, mais les occupations de sa charge le contraignent à se restreindre à envoyer un discours, un mémoire de nature judiciaire et sa thèse de doctorat en droit. On décide qu'un premier scrutin sur son admission sera organisé à la prochaine séance : mais rien ne figure sur le registre ! Cela ne veut pas dire qu'il a été ajourné, mais plutôt qu'on a oublié de transcrire, ou peut-être d'organiser réglementairement la suite de la procédure. Du coup, et comme Agrain des Hubas, il est inscrit comme membre titulaire à la date de sa candidature, le 1^{er} février 1821 ! Curieusement, lorsque Haldat répond le 9 mai 1822 au discours de réception de Thiériet, c'est surtout pour faire l'éloge de son père, qui fut « un des plus fervents soutiens de cette école centrale, dont les services n'ont pas été oubliés ».

Pour en savoir un peu plus sur son compte, nous avons été obligés de chercher des renseignements sur sa carrière ultérieure⁸. Il était parvenu au grade de premier avocat général à Nancy en 1830, lorsqu'il fut nommé conseiller à la cour royale de Rennes. N'acceptant pas cette nomination, il démissionna et s'engagea dans une nouvelle carrière. Une chaire de droit commercial ayant été créée en mai 1830 à la faculté de droit de Strasbourg, où son père enseignait encore, il en est devenu titulaire le 20 juin 1832, et il y a enseigné pendant 35 ans, jusqu'à sa retraite, prise le 23 décembre 1867. Il s'est mis en évidence en plaidant, en février 1837 pour Armand Laity, commandant du bataillon des pontonniers, jugé comme complice du prince Napoléon, lorsqu'il avait tenté en octobre 1836, de soulever la garnison de Strasbourg, et acquitté, comme tous les accusés⁹. Il est mort à Strasbourg le 12 octobre 1870.

Louis François de Villeneuve-Bargemon, connu plus tard sous le nom de marquis de Villeneuve-Trans (1784-1850), est le frère jumeau d'Alban de Villeneuve, né comme lui à Saint-

⁸ *Recueil de Législation de Toulouse*, 1914, 2^e série, tome X (1916), publié par l'Académie de Législation et le Faculté de droit, p 232-233.

⁹ Granier de Cassagnac et Paul de Cassagnac, *Histoire populaire illustrée de l'empereur Napoléon III*, tome I, p 111 : « M Thiériet, professeur de droit à la faculté de droit de Strasbourg, plaida pour M. Laity ».

Auban le 8 août 1784. Sa carrière a été très différente de celle de son frère. C'est un écrivain, un historien, qui s'est intéressé surtout aux antiquités de sa Provence natale et à l'histoire de sa famille, sur lesquelles il a rédigé à la fois des ouvrages d'érudition et des romans historiques. Sa candidature a été déposée par Mallarmé le 8 mars 1821 ; elle a été aussitôt appuyée par Mathieu et le docteur Valentin et il a été admis à l'unanimité le 5 avril suivant.

Contrairement à son frère, qui a quitté Nancy pour poursuivre sa carrière, François de Villeneuve-Bargemon s'y est marié et fixé définitivement. Sa production date des années où il a vécu à Nancy : *Lyonnel ou la Provence au XIII^e siècle*, roman historique Paris, 1824, 5 volumes) ; *Histoire de René d'Anjou, roi de Naples, duc de Lorraine et comte de Provence* (Paris, 1825, 3 volumes) ; *Chapelle ducal de Nancy ou Notice historique sur les ducs de Lorraine, leurs tribulations, la cérémonie expiatoire du 9 novembre 1826* (Paris, 1826, 143 pages) ; *Monuments des grands maîtres de l'ordre de Saint Jean de Jérusalem* (Paris, 1829, 2 volumes) ; *Histoire de Saint Louis, roi de France* (Paris, 1839, 3 volumes).

Dans le *Précis* de 1829-1832, Haldat a souligné le mérite particulier de *l'Histoire des grands maîtres* : « En faisant ainsi passer sous nos yeux les fastes d'un ordre militaire dont la gloire avait pour lui tout l'intérêt d'un titre de famille, le noble auteur a rencontré des inspirations éloquentes, des pages plus habituellement chaleureuses que dans aucun de ses autres ouvrages. Ses récits, empreints d'une couleur fidèle, nous attachent vivement aux braves et bons chevaliers dont il retrace les pieux exploits, et nous fait verser des larmes sur la chute d'une institution justement célèbre, qui ne saurait renaître, comme on se l'imagine, parce que son rôle est accompli et que l'Islamisme ayant cessé de menacer l'Europe et d'imposer ses croyances par le glaive, ce n'est plus qu'aux armes de la pensée à protéger désormais la civilisation chrétienne ».

Il a été admis en 1840 comme membre libre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres et il a été couvert d'honneurs sous la Restauration : il était chevalier des ordres de Malte, Saint Lazare et Saint Maurice, chevalier de la légion d'honneur, gentilhomme de la chambre de Charles X. Le fait qu'il ait fait lire en public certains de ses travaux par d'autres académiciens, semble prouver qu'il ne disposait pas d'une voix très forte. À l'académie, il jouissait sans doute d'une certaine autorité morale, mais il n'a jamais prétendu jouer un rôle important, bien qu'il ait été président pendant l'année 1825. Louis François de Villeneuve-Bargemon est mort à Nancy le 19 septembre 1850.

Nicolas Grillot (1759-1824) est architecte départemental à Nancy lorsqu'il est nommé membre titulaire le 6 septembre 1821. À ce titre, il a déjà eu l'occasion de travailler avec l'académie. Son élection comme membre titulaire s'est faite dans des conditions un peu particulières, que relate le procès-verbal du 7 juin 1821. Sa candidature avait été présentée par le président le 5 avril 1821. Le 7 juin, il envoie plusieurs plans à l'appui de sa demande. Considérant alors que le délai exigé par le règlement étant expiré depuis sa demande, et surtout que le candidat est parfaitement connu de tous, on décide de ne pas nommer de commission pour examiner ses ouvrages et l'on procède aussitôt au premier scrutin, qui lui est favorable à l'unanimité. Le second scrutin a dû avoir lieu le 2 août 1821, puisque dès le 6 septembre, Grillot remercie l'académie de l'avoir admis au nombre de ses membres. Il ne figure cependant sur aucune liste de membres, étant mort en 1824, avant l'établissement de la liste de 1825.

Ses principaux travaux ont été à Nancy l'aménagement du collège, la restauration du palais ducal, la décoration des salles de spectacles et de bals ; à Epinal, il a travaillé au tribunal et à la salle de spectacles¹⁰. Il est mort à Nancy le 27 juin 1824, en son domicile de la place de la Carrière.

Hubert Félix Soyer-Willemet (1791-1867), né le 3 juin 1791, est le petit-fils du célèbre botaniste Rémy Willemet. Son père Soyer, était un peintre miniaturiste estimé, qui avait épousé la

¹⁰ Émile Bellier de la Chavignerie, *Dictionnaire général des artistes de l'école française*, supplément, p 231.

fille de ce dernier. On peut à bon droit supposer que c'est ce grand-père maternel, pharmacien de son état, qui lui a inculqué le goût de la botanique et l'a orienté vers l'école de pharmacie de Paris. C'est pour lui rendre hommage qu'il a voulu être appelé d'un nom qui associe le nom de son grand-père à celui de son père. Sa voie semblait toute tracée. Après sa thèse de pharmacie, soutenue en septembre 1811 devant un jury présidé par Rochard, professeur à l'école de médecine de Strasbourg, Soyer-Willemet a repris l'officine familiale de la rue des Dominicains. Mais il rêvait d'une autre carrière et il avait déjà commencé des recherches naturalistes, qui lui ont valu d'être recruté comme membre titulaire de l'académie de Stanislas le 7 février 1822 ; il a présenté à l'appui de sa candidature un mémoire de conchyliologie, appliqué aux fossiles du cabinet d'histoire naturelle de la ville de Nancy. Lamoureux souligne dans le rapport qu'il a fait sur lui qu'il est un grand travailleur, digne de remplacer à l'académie « un aïeul dont la réputation était immense ».

La fin de l'année 1824 marque un tournant important dans sa vie. Tandis que ses parents se préparent à aller habiter à Saint-Nicolas de Port, avec leurs deux filles, à partir de 1825, Hubert-Félix reste à Nancy et sollicite le poste de chef-bibliothécaire de la ville de Nancy, qu'il obtient le 27 décembre 1824. Demeuré célibataire, il continue d'habiter sa maison de la rue des Dominicains, où il conserve son herbier ; il est accueilli, notamment pour les repas, au foyer du pharmacien, nommé Hilbert, qui a repris la pharmacie familiale et qui habite rue Saint-Dizier.

Lorsque Soyer-Willemet est nommé bibliothécaire archiviste et trésorier de l'académie, on peut s'étonner de la puissance de travail qui lui permet de mener de front quatre activités, entre lesquels il existe heureusement quelques points communs et qu'il peut exercer au même lieu : la direction de la bibliothèque municipale, le Secrétariat de la Société centrale d'agriculture, qui implique aussi la rédaction du *Bon Cultivateur*, ses recherches de botanique et ses fonctions à la Société royale des sciences, lettres et arts de Nancy. Il n'aurait sans doute pas pu faire preuve d'un tel dévouement, s'il lui avait été donné de fonder une famille. Mais une infirmité gênante le lui interdisait. Il souffrait depuis sa jeunesse d'une sorte de dartre, qui avait peu à peu couvert tout son visage. Quelle réclame pour un pharmacien, censé vendre des remèdes contre toutes les maladies ! On conçoit que dans ces conditions, il se soit trouvé mal à l'aise au contact du public et qu'il ait préféré les petits cercles, où il n'avait que des amis. En public, il cachait derrière la visière d'une large casquette son visage couturé de cicatrices. Il est mort à Nancy, le 18 janvier 1867¹¹.

Pierre Acace Vimont (1769-1835) est né dans la commune du Sap, dans le département de l'Orne, le 14 octobre 1769. Après une carrière de chirurgien-major dans l'armée, il est devenu médecin des Salines de l'Est. Lorsqu'il pose sa candidature à l'académie, il est vivement appuyé par le préfet. Dans un bref rapport, l'ingénieur des Ponts et Chaussées Plonguer précise qu'il est docteur en médecine et déjà membre des sociétés de médecine de Paris et Montpellier. Vimont a présenté à l'appui de sa candidature un *Essai sur les phlegmasies du système muqueux*, dont le docteur Lamoureux fait un éloge appuyé : « l'exactitude, l'ordre, la clarté qui le distinguent prouvent que M Vimont est non seulement un médecin érudit, mais encore un littérateur exercé ». Il habite alors à Château-Salins et c'est comme associé correspondant qu'il est recruté le 12 mars 1807.

Sous l'Empire, Vimont s'est surtout distingué par des poésies, qui célébraient la gloire du régime : des Stances composées à l'occasion de l'anniversaire du couronnement de l'Empereur (1808), une *Ode sur la conspiration tramée contre les jours de Napoléon*, dédiée à Son Altesse Impériale le prince Joseph.

Comme il a été amené à résider à Nancy, il écrit le 1^{er} mai 1823 pour demander à l'académie de l'accueillir comme membre titulaire. Son dossier s'est surtout enrichi à cette date d'un *Eloge d'Ambroise Paré, restaurateur de la chirurgie en France* (Paris, 1814), qui a été couronné par l'académie de Rouen et d'une traduction en vers de Virgile. La qualité de membre

¹¹ Emile Duvernoy, « Un bon nancéien d'autrefois, Soyer-Willemet », *Le Pays Lorrain* (1929), p. 321-325 ; Charles Guyot, « Botanistes lorrains », *Mémoires de l'Académie de Stanislas* (1927-1928), p. 68-96.

titulaire lui a été attribuée le 10 juillet 1823. Pierre Vimont a participé de manière assez active aux travaux de l'académie par des rapports de 1823 à 1826. Ses présences se sont ensuite espacées. Il est mort à Nancy, le 23 août 1835, à l'âge de 65 ans.

Le marquis Marie Jacques Thomas Songis de Pange (1770-1850) est un militaire né à Paris le 29 août 1770, qui a commencé sa carrière très jeune dès 1786 dans la gendarmerie de la Garde du Roi, et a été promu sous-lieutenant en 1787 et capitaine en 1789. Il a émigré en 1791 et combattu dans l'armée des Princes, puis en Hollande jusqu'en 1796. À cette date, il a quitté le service et est rentré en France sous le Consulat ; il est devenu conseiller général du canton de Pange en 1803 et, en faisant jouer ses protections, il a obtenu en 1808 le titre de chambellan de l'Empereur et a été fait comte d'Empire en 1810. Il a repris du service en 1813 comme colonel, puis colonel-major ; il participe à la campagne de Saxe, où il se distingue à Leipzig et à Hanau (octobre 1813), puis à celle de France, en 1814. Au retour des Bourbons, il est promu le 23 août 1814 maréchal de camp. Il se retire à la campagne après les Cent-Jours, et est envoyé au retour du roi comme commandant en chef dans l'Ardèche (1815), puis le département du Gard (1816). Il devient le 12 novembre 1817 commandant d'une subdivision militaire formée par les trois départements du Gard, de la Lozère et de l'Ardèche. Partisan de « juste milieu », il réprime en 1816 et 1818 l'agitation ultraroyaliste. Il est nommé pair de France le 5 mars 1819. C'est en 1821 qu'il reçoit le commandement de la subdivision de Nancy, où il restera jusqu'en 1833. Soucieux de faire respecter une stricte obéissance, il avait refusé en 1830 de faire porter à ses hommes la cocarde tricolore avant d'en avoir reçu l'ordre formel. Une pétition des habitants de Nancy avait demandé son maintien. Mais après avoir quitté son commandement, il s'est retiré sur ses terres, en Moselle et s'est consacré à l'élevage de chevaux. Il est mort au château de Pange le 5 octobre 1850¹².

Joseph Baillard (1799-1862) est né à Nancy le 26 mars 1799. Fils d'un boulanger, il fut un brillant élève du Collège royal de la ville, puis du Collège Louis le Grand, à Paris, où il fut récompensé d'un premier prix de version grecque et d'un accessit de version latine. À l'époque où il entra à l'académie, le 3 mai 1824, donc à l'âge de 25 ans, il exerçait à Nancy la profession d'avocat. Il profita d'une disposition du règlement de l'académie, qui prévoyait que tout homme de lettres ayant les qualités requises et ayant composé un bon ouvrage sur les illustres Lorrains du passé, pourrait demander son admission. Il avait écrit un poème sur la délivrance de Nancy par le duc René II, qu'il fut admis à lire à la séance publique suivante, et qui fut salué en ces termes par le Journal de la Meurthe : « une versification élégante et facile, un style pur, de l'inspiration, du mouvement, des images, telles sont les brillantes qualités qui distinguent les premières productions de M. Baillard ». Il pouvait faire état également d'œuvres inédites, des poésies diverses et une traduction des œuvres de Sénèque le philosophe, qu'il ne publia en fait qu'à la fin de sa vie.

Ce littéraire né n'était sans doute pas très à l'aise au barreau. Il préférait de beaucoup la littérature. Tous ses travaux portent sur les grands écrivains de l'antiquité, notamment sur les poètes, dont il donne une traduction en vers, suivant le goût de l'époque. Il lit les 9 mars et 5 mai 1826 sa traduction d'extraits du poème de Pétrone sur la guerre civile. Lorsqu'il les présente à la séance publique du 18 mai 1826, ils reçoivent un accueil favorable et le procès-verbal de l'académie note à ce propos : « La traduction du poème de la guerre civile de Pétrone par M. Baillard a fait vivement désirer de voir publier le travail complet de notre confrère. Les recherches savantes auxquelles il s'est livré, le soin qu'il a mis à rendre, en vers, les pensées de son auteur, font espérer que sa traduction complète sera plus fidèle, plus correcte et plus élégante que toutes celles qui ont paru jusqu'à présent ». Au cours de ces premières années, il se montre très fidèle aux séances de l'académie, il se charge de plusieurs rapports et rapporte en 1827 et 1828 sur les concours littéraires. Quelque temps plus tard, probablement au début de 1829, on le trouve

¹² B Faivre : Notice nécrologique sur M le marquis de Pange, Mémoires de l'Académie nationale de Metz, 1851, p 60-64.

professeur de rhétorique au collège de Toul ; ce changement professionnel se place sans doute au début de l'année 1829, car c'est à cette date qu'il cesse d'assister aux séances de l'académie, auxquelles il avait été jusque-là très assidu. De ce fait, il est placé en 1829 sur la liste des « associés nationaux ». Il fait son retour discrètement à la rentrée académique de novembre 1830 et reprend son travail obscur, en même temps que sa place de titulaire. Il a présidé l'académie de Stanislas en 1850. Il est mort le 17 mars 1862 à Nancy.

Le marquis Joseph de Foresta Collongue (1783-1858) est né à Marseille le 28 mars 1783. Son père, qu'il perdit très jeune, était lieutenant de vaisseau et il avait été fait chevalier de Malte en 1790 par l'entremise de son cousin, le bailli de Foresta. Émigré en 1792 avec sa mère, il bénéficia de la protection de son oncle maternel, le comte de Rémusat. De retour en France sous le Consulat, il fut, grâce à lui, employé au ministère de l'Intérieur du 8 floréal an XI à 1806. Il a été nommé conseiller référendaire à la Cour des Comptes le 13 janvier 1808. Il est entré dans la carrière préfectorale lors de la seconde Restauration, comme sous-préfet d'Aix-en-Provence (1815-1819), puis de Châteaudun en 1820. Il a été ensuite préfet des Pyrénées Orientales (26 juin 1822), et du Finistère (2 janvier 1823) avant d'être nommé préfet de la Meurthe le 22 septembre 1824. À l'académie, il est devenu membre titulaire le 2 décembre 1824, mais n'en a jamais été président.

Il était précédé d'une réputation de lettré, car il avait présidé en 1818 la Société des amis des sciences, lettres, agriculture et arts d'Aix-en-Provence et il avait publié en 1821 des *Lettres sur la Sicile*. Elles avaient été écrites en 1805, pendant un voyage qu'il fit en Italie ; il y fait preuve d'une grande culture et d'un goût raffiné pour les beaux-arts. Il écrit dans sa préface, pour expliquer ce long retard de publication : « Il eût fallu dérober à des fonctions publiques les instants que j'ai dû consacrer à remettre en ordre les feuilles incorrectes de mon journal. Je n'ai cru pouvoir légitimement le faire que dans les loisirs de la vie privée, à laquelle j'ai été rendu depuis deux ans ».

Le roi Charles X l'a désigné pour représenter le gouvernement français à la translation des cercueils renfermant les corps des princes de la maison de Lorraine dans le caveau des Cordeliers et il a été nommé à cette occasion grand cordon de l'ordre de Léopold.

Il a quitté son poste à Nancy le 15 février 1828 pour devenir préfet de la Vendée. Il était depuis le 2 avril 1830 préfet du Loiret, lorsque la Révolution de Juillet a mis un terme à sa carrière publique. Très dévoué au roi Charles X, il lui a rendu visite à plusieurs reprises lors de son exil ; il a partagé ensuite son temps entre la mise en valeur de ses terres et l'enrichissement de sa très belle bibliothèque. Il est mort à Aix-en-Provence le 11 février 1858¹³.

Auguste Prosper François Guerrier de Dumast (1796-1883) était né à Nancy le 26 février 1796. Son père Claude Joseph François Guerrier de Dumast était commissaire des guerres et avait présidé assez brièvement l'administration municipale à Nancy (Novembre 1795-avril 1796) ; il avait été fait baron à titre héréditaire en 1817. Auguste Prosper a fait de brillantes études au lycée de la ville, de 1808 à 1812. Après une année de droit à Paris, il revient en Lorraine où, son père l'a fait nommer commissaire ordonnateur des guerres à Phalsbourg, ville qu'assiègent bientôt les Alliés. Rendu à la vie civile en 1816, il est pour quelque temps à Nancy. C'est là qu'il a inauguré brillamment sa longue carrière académique en devenant le lauréat du prix que l'académie avait proposé pour l'éloge du poète Gilbert. Sur le rapport de Lamoureux aîné, lu le 5 juin 1817, il est décidé qu'il se verra conférer le titre d'associé correspondant et que son nom sera proclamé solennellement à la séance publique du 3 juillet suivant. Il est considéré comme un jeune prodige : le 6 juillet 1820, M de Caumont lit le poème de Dumast sur la franc-maçonnerie et ne tarit pas d'éloges sur lui ; cet ouvrage est « très au-dessus de ce qu'on pouvait attendre de son sujet » ; le

¹³ Émile Perrier, *Les bibliophiles et les collectionneurs provençaux ; arrondissement de Marseille*, 1897, p 179-182. Il y cite Casimir Bousquet, *Notice nécrologique, Marie Joseph, marquis de Foresta*, 1858, 5 p., que nous n'avons pas trouvée.

style est « pur et élevé », les notes sont « d'une érudition immense, si on les compare à l'âge si peu avancé de celui qui les a réunies ». Mais il n'est pas encore fixé à Nancy : il termine à Paris ses études de droit et suit les cours du corps royal d'intendance militaire.

C'est de Paris qu'il adresse à l'Académie, le 9 août 1821, la traduction d'un poème écrit en grec moderne. Il milite ardemment à cette date en faveur de la cause de l'indépendance de la Grèce et il écrit à ses confrères : « Mais pour m'être interdit la politique, je n'ai point abjuré l'humanité et nul homme de bon sens, quelles que soient ses opinions, ne peut me blâmer de seconder une cause qui, comme je le prouve dans ma préface, n'est point celle du libéralisme, mais celle de la civilisation ». Il participe en 1822 à la fondation de la Société asiatique de Paris. Lors de la guerre d'Espagne, en 1823, il sert avec le grade de sous-intendant militaire adjoint, mais se passionne surtout pour la langue basque, qu'il étudie à Bayonne à la fin de la campagne militaire. Le mariage qu'il contracte en 1826 avec la fille du général baron Buquet met fin à cette vie aventureuse : il quitte l'administration de l'intendance militaire et se consacre désormais à la littérature, à l'histoire et à l'étude des langues orientales. Il ajoute le sanscrit au basque, au grec moderne et à l'arabe, qu'il avait déjà étudié en garnison à Phalsbourg.

On place en 1826 la conversion qui a fait de lui le tenant d'un catholicisme rénové, inspiré en grande partie des idées de Lamennais. Dès lors, fixé pour toujours à Nancy, drapé dans la cape légendaire qu'il a rapportée d'Espagne, il peut faire acte de candidature comme membre titulaire de l'Académie de Stanislas : il est admis le 13 avril 1826.

Mais il ne tarde pas à constater que la ville de Nancy manque de dynamisme, qu'elle ne cherche plus à mettre en valeur les monuments de son passé, dont elle a oublié la grandeur. Dès lors, il s'efforcera sans cesse, en la modernisant, de lui rendre son éclat d'autrefois. Il devient le chantre d'une renaissance de la Lorraine et l'animateur d'un courant lotharingiste, qu'il n'a certes pas créé seul de toutes pièces, mais auquel il a insufflé son énergie et auquel il confère sa notoriété.

Prosper Guerrier de Dumast n'est encore en 1830 qu'au début d'une carrière académique qui sera très longue et très brillante. Il a beaucoup écrit, beaucoup agi et présidé trois fois l'académie de Stanislas, record que personne n'a encore égalé. Il est mort à Nancy le 26 janvier 1883¹⁴

Jean Joseph Soulacroix (1790-1848) est né le 22 décembre 1790 à Cahors, où son père avait été avoué, et plus tard commis, puis contrôleur des postes. Excellent élève, il a été admis au lycée Napoléon (actuellement Henri IV) à Paris, puis en 1809 à l'école normale, qui ne s'appelait pas encore supérieure, dans la même promotion que Victor Cousin¹⁵. Pourvu en novembre 1811 de la licence ès sciences, il est nommé en octobre 1812 professeur de mathématiques spéciales à Avignon, puis à Marseille, où il épouse en 1820 la fille d'un négociant. Il consacre une partie de son activité à la mise au point de classes d'enseignement mutuel et il fonde en 1816 avec deux camarades de promotion une école gratuite d'enseignement mutuel à Marseille.

Ce goût de la pédagogie le conduit à postuler une place d'inspecteur et il devient en effet en 1821 inspecteur de l'académie de Montpellier. Ayant obtenu le doctorat ès sciences en 1822, il occupe quelque temps un poste de professeur à la faculté des sciences de Montpellier (4 janvier 1823- 21 septembre 1825). Mais il garde toujours beaucoup d'intérêt pour la pédagogie, comme le prouve le *Guide de l'instituteur*, approuvé par la Ministère, qu'il rédige en 1822. Il est logique dans ces conditions, qu'il ait été nommé recteur à Nancy à la fin de l'année 1825.

¹⁴ Son rôle dans l'émergence du mouvement lotharingiste a été bien évoqué par Pierre Marot, « Le patriotisme lorrain et le mouvent historique à Nancy au dix-neuvième siècle », discours de réception du 23 mai 1935, *Mémoires de l'Académie de Stanislas* (1934-1935). Parmi les discours prononcés lors de l'inauguration du buste du Baron Guerrier de Dumast (*Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 1884, p CIX-CXLI), on retiendra surtout celui de Charles Benoît, p. CXIII-CXXXVII. De nombreux textes de Prosper Guerrier de Dumast sont conservés dans les archives de l'académie.

¹⁵ Les élèves de la promotion 1810, dont font partie V. Cousin, en lettres, et Soulacroix, en sciences, avaient été désignés dès 1809 (Association de secours des anciens élèves de l'ENS, supplément historique, 2000)

Admis à l'académie de Stanislas comme membre titulaire le 27 avril 1826, il y a joué un rôle important. Il l'a présidée en 1829. Son départ pour l'académie d'Amiens en 1832 a été regretté et des journaux de Nancy ont écrit alors qu'on avait voulu faire de la place à son successeur, Pierre Henri de Caumont, qui bénéficiait de hautes protections. En janvier 1833, il a été promu au rectorat de Lyon, où il est resté jusqu'en 1845. Jean Joseph Soulacroix est bien connu des historiens pour avoir été le beau-père de Frédéric Ozanam, qui a épousé sa fille Amélie. Chrétien convaincu, Soulacroix partage largement les idées de son gendre et il milite pour le rapprochement des lettres, des sciences et de la religion, ainsi que pour l'éducation populaire. Il s'est opposé à l'archevêque de Lyon sur la question de la liberté de l'enseignement.

Soulacroix a terminé sa carrière comme chef de division au Ministère de l'Instruction publique et il est mort peu après sa mise à la retraite, le 23 juillet 1848¹⁶.

L'abbé Joseph Paul Alexandre Gironde (1761-1847) est un ecclésiastique déjà âgé, qui a fait une longue carrière dans l'enseignement. Il est né le 29 janvier 1761 à Mirbel, dans l'actuel département de la Haute-Marne. Il a exercé comme professeur au collège de Châtillon-sur-Seine, de 1784 à 1789, avant d'enseigner la philosophie et la rhétorique à l'école centrale, puis au collège de Chaumont. En 1815, il a été nommé professeur de rhétorique au collège royal de Nancy. En 1821, il est devenu proviseur de cet établissement et a cumulé cette fonction à partir de 1822 avec celle d'inspecteur de l'académie. Il a même assuré les fonctions de recteur de novembre 1824 à novembre 1825. Il n'était pourtant pas très doué pour l'administration. Dans l'ouvrage consacré à l'histoire du lycée Poincaré à Nancy, on souligne ses sentiments ultraroyalistes en citant quelques lignes de son discours de rentrée de 1822 : « responsable devant Dieu et les hommes de vos sentiments religieux et monarchiques, je ne cesserai de vous répéter ce que je vous ai dit tant de fois : Dieu et le Roi, avant tout et par-dessus tout ».

C'est un homme cultivé, au style élégant, émaillé de citations latines, qui avoue lui-même son incompetence dans les matières scientifiques. Au collège royal, où il avait recruté son neveu Nicolas Gironde comme censeur, il ne fut pas un bon gestionnaire. En désaccord avec l'autorité de tutelle, « il fut démis de ses fonctions en pleine année scolaire, au mois de juin 1825, en raison notamment du caractère souvent fantaisiste de sa gestion financière » (p. 88). Il a conservé sa fonction d'inspecteur de l'académie de Nancy. Il s'intéressait beaucoup à l'agriculture et a joué un rôle important à la Société centrale d'agriculture de Nancy. Il avait la réputation d'être un bon vivant et il savait parfaitement improviser les vers d'une chanson à boire à la fin d'un banquet.

Nous possédons une lettre très significative qu'il a écrite à Soyer-Willemet, sous le règne de Louis-Philippe. « Bringol est venu hier de votre part, me demander comment s'était passé le banquet de dimanche... Tout s'est passé à merveille et, tout malade que j'étais, j'ai contribué autant que je l'ai pu à y répandre la gaîté... Je vous envoie les couplets très faibles et très mal chantés que j'avais préparés pour la circonstance ». Suivent cinq strophes, qui se terminent par les mots : C'est de boire à votre santé... Je bois à votre santé... Pour boire à votre santé... En buvant à votre santé... Que l'on boive à sa santé ».

L'abbé Gironde, qui est un prêtre de l'Ancien Régime, aux antipodes du Romantisme, n'a évidemment pas participé au mouvement de renaissance religieuse qui s'est développé dans les années 1830. Dans un poème intitulé *Le Bon Curé*, inséré dans le *Précis* de 1833-1834, il critique même discrètement le prosélytisme des prêtres de la nouvelle génération, en dressant le portrait d'un prêtre bien inséré dans le milieu où il vit, occupé sagement à remplir ses devoirs et à faire du bien autour de lui.

L'abbé Gironde est entré à l'académie comme titulaire le 27 avril 1826. Il l'a présidée en 1830. Il est mort à Nancy le 4 octobre 1847, et non en novembre, comme l'écrit Panigot¹⁷.

¹⁶ Bicentenaire de la fonction de recteur..., déjà cité.

André Ninet (1760-1839) a été reçu membre titulaire le 5 août 1826. C'est un ancien officier d'administration, né à Nancy le 19 juillet 1760, qui a eu une carrière compliquée en raison des événements politiques. Il a été notamment procureur impérial en Guyane française. Au moment où il a été recruté par l'académie, il était sous-bibliothécaire de la ville de Nancy et conservateur de ses médailles ; aux termes du rapport fait sur sa candidature, son principal mérite est d'avoir édité un catalogue de la collection de monnaies et de médailles de la bibliothèque : « Indépendamment de l'ordre méthodique dans lequel il les a décrites et des rectifications nombreuses qu'il a jugé indispensable de faire aux anciens catalogues, dit le rapporteur, notre collègue a fait précéder chaque chapitre ou section, suivant l'occurrence, de dissertations courtes et propres à faciliter l'intelligence ». La collection se compose de deux parties : des monnaies celtes et romaines, dont l'entrée à la bibliothèque remonte à l'époque de Stanislas ; des monnaies plus récentes, offertes par M Recouvreur, avocat au Parlement de Lorraine et enrichies de quelques nouvelles acquisitions. En fait, cette collection aurait besoin d'être complétée et Ninet termine son catalogue par un appel au maire de Nancy, afin qu'il incite les habitants à faire don à la bibliothèque de « manuscrits, livres, gravures, médailles et monnaie et généralement, tout ce qui peut concourir à maintenir dans la noble ville de Nancy, l'amour des sciences et des arts ».

Ninet a joué un rôle assez discret à l'académie, mais fait des rapports sur divers travaux d'histoire ou d'archéologie. Son principal travail a consisté à mener une enquête sur place au sujet des sépultures anciennes trouvées près de Foug. Il est mort à Nancy le 9 juin 1839 ; son acte de décès nous apprend qu'il était resté célibataire et qu'à cette date, à 78 ans, il était retraité de la bibliothèque.

François Leuret (1797-1851) est bien connu de nous grâce aux archives de l'académie et à la communication faite à l'Académie en 1978 par Jean-François Noël, dont il était l'arrière-grand-oncle, et qui a pu utiliser des documents familiaux. Né le 30 décembre (ou 29) 1797, il était d'origine modeste, fils d'un simple boulanger et il se heurta au début de sa vie « à des épreuves et des difficultés inhérentes à sa classe, à sa pauvreté et aux turbulences du Consulat et de l'Empire ». Il ne put faire qu'une seule année d'études de la médecine à Paris, en 1816 et fut contraint de s'engager dans la Légion de la Meurthe, où il ne dépassa pas le grade de caporal. Mais lorsque cette unité prit garnison à Saint-Denis, il eut la possibilité, au prix de grands sacrifices et de longs déplacements à pied, de suivre à nouveau les cours de la faculté de médecine de Paris. Par chance, à partir de 1822, il put continuer ses études dans de meilleures conditions, grâce au médecin-chef de la Maison de Charenton, qui lui offrit une place de surnuméraire, « logé, chauffé, nourri et éclairé ». C'est alors qu'il commence ses premières publications, en collaboration avec d'autres étudiants : *Les effets de l'acétate de morphine*, en 1824, *Recherches physiologiques et chimiques sur l'altération du sang* en 1825, avant de soutenir le 12 mai 1826 sa thèse intitulée *Essai sur l'altération du sang*.

Lorsqu'il pose sa candidature à la Société royale des sciences, lettres et arts de Nancy, François Leuret offre ses premiers travaux ; quand il est recruté comme associé le 2 février 1826, puis devenu titulaire le 5 avril 1827, il présente sans attendre de nouvelles communications, qui ont été résumées dans le *Précis des travaux* de 1824-1828 : *Influence de quelques médicaments sur le sang contenu dans les vaisseaux des animaux vivants* ; *Traitement des affections putrides* (avec Hamont) ; *Mémoire sur la Dothinentérite* ; *Observation sur une paralysie existant du même côté que l'affection du cerveau*. Il a envoyé de Paris, en 1831, un *Mémoire sur la structure du cerveau*.

Disciple d'Esquirol, il quitte rapidement Nancy (associé le 10 octobre 1828), car il devient médecin chef à l'hospice de Bicêtre et fait figure de novateur dans l'approche des maladies

¹⁷ *Le Lycée Poincaré à Nancy*, par un groupe de professeurs, conception et coordination par Jacques Wittmann, éditions Gérard Klopp, 1998, 163 pages, in 4°. On verra aussi *Bicentenaire de la fonction de recteur...* et Charles Courbe, *Promenades...*, déjà cités.

mentales. Grâce à sa formation d'expérimentateur, il découvre que beaucoup de maladies mentales ne peuvent être décelées par l'examen anatomique du cerveau et ont des causes surtout psychologiques. Selon son ami Trélat, qui a écrit sa biographie, Leuret estime que ces maladies psychologiques sont « une modification de la santé, où l'on retrouve, la plupart du temps, les tendances, les formes particulières, l'exagération et jusqu'aux nuances les plus délicates de l'état normal ». C'est pourquoi il préconise, en plus des traitements habituels qui sont des saignées, des vésicatoires, des bains froids et des douches glacées, un « traitement moral de la folie », qui conduit à traiter les aliénés de manière plus humaine, en leur offrant les moyens de s'instruire, de se distraire et d'exercer leur corps. Ces idées sont exposées dans son ouvrage le plus célèbre, *Du traitement moral de la folie*, paru à Paris et à Londres en 1840.

Au début de 1849, François Leuret était de retour à Nancy, peut-être en raison de sa santé déjà dégradée ; il a été réintégré comme membre titulaire de l'académie le 1^{er} février 1849. Mais quelque temps plus tard, il tomba dans le coma alors qu'il allait se soigner dans le Midi ; ramené à Paris et confié aux soins de sœur Rosalie, il retrouva assez de force pour revenir à Nancy, près de ses sœurs, où il mourut au bout de quelques jours, le 6 janvier 1851¹⁸.

Paul Laurent (1795-1862), né le 29 juin 1795, est l'un des fils du conservateur du musée d'Épinal, associé correspondant de l'académie dès l'époque du Consulat. Il est ancien élève de l'École Polytechnique et a été nommé en 1827 professeur de dessin à l'École royale forestière de Nancy. C'est précisément le 26 avril 1827 qu'il fait acte de candidature à l'académie ; il vient à cette date de publier un *Traité de perspective linéaire*, qui a été très apprécié. Il sera suivi en 1828 d'un *Traité de la Perspective aérienne*. Il devait prononcer son discours de réception dès le 31 mai 1827 ; mais la séance aurait été trop chargée, on l'a remis au 22 mai 1828. Il a eu pour thème *Discours sur l'esprit d'indépendance nécessaire aux artistes*. Paul Laurent a joué un rôle important à l'académie, où il a été président en 1838, année où il a présidé l'Exposition des produits des arts et de l'industrie. Il a hérité de son père un talent de dessinateur et de peintre et n'a pas renié ses racines vosgiennes : il passe ses vacances à Saint-Amé, près de Remiremont, et fréquente le massif vosgien lors des tournées faites avec les élèves de l'École forestière. Sa production est variée : elle comporte des articles de sylviculture et de production forestière, d'autres de physiologie végétale, souvent discutables, des observations de météorologie et même des traités relatifs aux beaux-arts.

Joseph François Bonfils (1797-1831) est l'un des fils du docteur François Bonfils, qui n'est devenu titulaire à l'académie que longtemps après lui. Il a commencé ses études de médecine à l'école de médecine de Nancy auprès de son père et les a terminées à Paris, où il a obtenu le grade de docteur avec une thèse intitulée : *De la Folie, ou aliénation mentale*, Paris 1819. Il avait sans doute choisi ce sujet en raison des exemples que son père avait pu lui faire connaître, en raison de ses fonctions à l'hôpital de la Malgrange, transféré plus tard à Maréville ; mais il avait pu compléter sa formation à Paris en suivant les cours de Pinel, Esquirol et Pariset, maîtres incontestés en cette matière.

À son retour à Nancy, il devient, comme cela est normal, médecin à la maison de santé de la Malgrange. On lui confie aussi les fonctions de préparateur de chimie et de conservateur des collections, de professeur suppléant et de secrétaire de l'école de médecine de la ville. Mais il cumule ces tâches avec d'autres responsabilités, qui l'éloignent de sa vocation initiale. Il est encore médecin adjoint de la Maison de Secours de Nancy. À ce titre, il s'occupe surtout de pauvres femmes malades, tombées dans la misère, souvent des prostituées. Il pratique donc des actes de médecine générale et souvent des accouchements. C'est la raison pour laquelle il est devenu professeur adjoint du cours d'accouchement pour les sages femmes, institué dans le département de

¹⁸ Ulysse Trélat, *Notice sur François Leuret, médecin en chef de l'hôpital de Bicêtre*, Paris, 1951.

Jean-François Noël, « La vie et l'œuvre du docteur François Leuret, né et mort à Nancy », communication du 5 mai 1978, *Mémoires de l'Académie de Stanislas* (1977-1978), p. 339-354.

la Meurthe. Il détaille tous ces titres dans la lettre de candidature qu'il adresse à l'académie dès le 5 juillet 1827.

À l'appui de sa demande, il offre bien entendu sa thèse à la Société royale, où elle est examinée avec soin. « Si cet écrit, destiné à un acte probatoire, ne se distinguait de la foule de ces compositions obligées, écrit Haldat, son rapporteur, je me serais contenté de vous en faire un rapport verbal ; mais il serait injuste de la confondre avec un grand nombre de ces thèses, qui ne sont ordinairement que des compilations indigestes d'un écolier qui s'essaie ». Après ce début favorable, l'analyse qui suit est plus nuancée. Haldat souligne surtout ce que Joseph François Bonfils doit à ses maîtres de Paris et à l'initiation que lui a procurée son père. Il ne le croit sans doute pas assez mûr pour voler de ses propres ailes. C'est pourquoi sa conclusion reste mitigée : « Cette dissertation caractérise un esprit juste, qui a su puiser aux meilleures sources et profiter avec avantage des conseils et des exemples de ses maîtres les plus habiles. En conséquence, je vous propose de remercier M Bonfils de cette communication ».

Mais Haldat n'est pas seul dans la commission ! Le docteur Lamoureux apporte une note beaucoup plus favorable et pousse clairement à son admission. « M Bonfils, par sa naissance, son éducation, son âge, ses qualités morales, ses fonctions importantes, sa noble émulation pour le progrès des connaissances, par les opuscules manuscrits ou imprimés qu'il a offerts à l'académie, me paraît digne d'être reçu membre titulaire » (30 octobre 1827). Le docteur Valentin ajoute sobrement au bas de ce texte : « c'est également mon opinion ».

À la suite de ces rapports, Joseph François Bonfils est présenté comme candidat par le président le 8 novembre 1827. Comme Haldat n'a rendu compte que de la thèse du candidat, Serrières apporte un argument supplémentaire pour son admission en faisant l'éloge d'un autre mémoire qu'il a écrit, sur *Un cas rare d'amputation de l'humérus*. Il est admis le jour même à faire ses visites et reçu membre titulaire le 3 janvier 1828.

Haldat n'avait sans doute pas pris conscience de l'incroyable puissance de travail de Joseph François Bonfils, de son caractère exigeant envers lui-même et envers les autres, qui feront dire à ses biographes qu'il s'est littéralement tué à la tâche. Il est mort en effet en 1831, à l'âge de 33 ans. Mais il a trouvé le moyen, en ce court laps de temps, de communiquer encore à l'académie des observations sur plusieurs monstres humains, sur une déviation de la sécrétion des règles, sur l'orthopédie, sur la staphylophorie et sur la lithotritie, des textes qui ont tous été analysés dans les , de 1824-1828 et 1829-1832. Son discours de réception, prononcé le 22 mai 1828, a porté sur l'art de prévenir et de guérir les différentes difformités des corps.

Le docteur Joseph François Bonfils est décédé à Nancy le 28 février 1831 et non en 1830, comme le croit Panigot ; L'acte de décès nous apprend que, par sa femme, Gabrielle Thérèse Tardieu, il était le beau-frère du maire de Nancy, Nicolas André Esprit Tardieu. Dans l'éloge qu'il a fait de lui à la séance publique du 10 juillet 1831, le docteur Serrières décrit Joseph François Bonfils comme un médecin d'une grande humanité : « à la pénétration, il joignait des vues élevées, une mémoire fidèle, un jugement sain, humain et compatissant ; il allait au-devant du pauvre, et tandis que ses soins généreux adoucissaient les maux des familles indigentes, son abondante charité allégeait encore leurs besoins ». Regretté de tous ses élèves, qui accompagnèrent son cercueil, il avait bien mérité de la reconnaissance publique¹⁹.

Hippolyte Gérard-Grandville (1796-1865) est né dans une famille d'artistes : son père était musicien amateur et peintre miniaturiste, une de ses grand-mères avait été comédienne à l'époque de Stanislas et ses grands-parents tenaient le Café de la Comédie à Nancy. Son frère cadet Adolphe est devenu le célèbre dessinateur Grandville, et lui-même a pris le pseudonyme de Gérard-Grandville lorsqu'il est devenu écrivain. Le procès-verbal du 26 mai 1826 porte que « la société a

¹⁹ Nos sources pour la biographie du docteur Bonfils, fils aîné, sont l'éloge historique prononcé par son confrère le docteur Serrières le 10 juillet 1831 (Précis des travaux, 1829-1832) et la réponse à son discours de réception, faite par Valentin, au cours de la séance du 22 mai 1828.

reçu une lettre de M. Grandville, chef de bureau de l'administration municipale, offrant un recueil de poésies de sa composition ». Baillard a été alors désigné comme rapporteur. Il attend le 20 août 1827 pour lire son rapport, qui est très favorable, notamment pour les traductions qui sont données d'Horace et de Virgile. On loue en particulier « un dialogue plein d'esprit, de sagesse et de raison ». Mais comme Gérard-Grandville n'a pas formulé une candidature expresse, l'académie se contente « de remercier l'auteur et de lui témoigner le plaisir que lui ont fait ses ouvrages ». Encouragé par cet accueil, il demande à être admis et est élu membre titulaire le 3 janvier 1828. Sa position de secrétaire à la mairie de Nancy ne lui a pas permis de prendre une part très active aux travaux de l'académie. Mais son discours de réception, en 1831, a révélé en lui, sous le régime plus libéral de la Monarchie de Juillet, un esprit d'une grande indépendance et même temps qu'un versificateur spirituel.

Alexandre Louis d'Allonville (1774-1852) a joué un rôle important à l'académie, qu'il ne s'est pas contenté de soutenir comme préfet. Il est né à Paris le 18 février 1774 et était le fils d'un maréchal de camp de l'armée royale, qui avait émigré ; plusieurs membres de sa famille étaient morts en exil au service des Bourbons et il avait lui-même combattu jusqu'en 1797 dans l'armée des Émigrés. Mais rentré opportunément en France, il avait participé à l'expédition d'Égypte avec son parent le général Dommartin et il s'était mis à partir de 1802 au service de Napoléon, dans l'administration des Domaines, sans renier pour autant ses convictions. Royaliste de cœur, il avait accueilli avec joie la première Restauration, qui l'avait nommé préfet de la Creuse (22 avril 1814-mars 1815) et la seconde Restauration l'avait promu au poste de préfet d'Ille-et-Vilaine le 12 juillet 1815, où il fut fait chevalier de Saint-Louis le 14 février 1816. Il avait épousé en 1816 sa jeune nièce, Armande Marie-Louise d'Allonville, avec une double dispense du pape et du roi de France. Avant d'être nommé à Nancy, il avait exercé successivement de 1817 à 1823 comme préfet à Amiens, où son intérêt pour l'archéologie antique s'était déjà manifesté ; puis à Clermont-Ferrand, où il avait été préfet de 1823 à 1828 et où il s'était intéressé spécialement à l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Clermont-Ferrand. C'est là qu'il avait publié sa *Dissertation sur les camps romains de la Somme* (1828). Il est resté préfet de la Meurthe du 21 avril 1828 au 5 août 1830. Nommé membre titulaire de la Société royale de Nancy dès le 19 juin 1828, il a pris une part active à ses travaux. Il s'est occupé aussi de faire avancer l'exécution de la statue de Stanislas sur la place Royale en fixant certains détails du costume du roi de Pologne. La Révolution de Juillet a mis fin à sa carrière préfectorale, au grand regret des académiciens, qui lui ont exprimé leur sympathie. Devenu membre associé le 5 août 1830, il a quitté la fonction publique avec une pension de 6000 francs et s'est retiré à Marolles, près de Boissy-Saint-Léger (Seine-et-Marne), où il est mort le 22 décembre 1852²⁰.

Léger Joseph Georges (1787-1841), né le 13 avril 1787, était principal au collège de Neufchâteau lorsqu'il a été recruté comme associé correspondant le 7 décembre 1820. Il s'était signalé à cette date par divers ouvrages à but pédagogique, dont Spitz avait rendu compte de manière favorable : un traité d'arithmétique, des éléments d'algèbre, un recueil de problèmes, un traité élémentaire de la sphère. Lorsqu'il est devenu à Nancy secrétaire de l'académie universitaire, il a été nommé membre titulaire de l'académie, le 5 février 1829. Dans la réponse qu'il a faite à son discours de réception, le 14 mai 1829, Jean Blau a déploré le fait que « des infirmités précoces aient privé l'université des services d'un professeur aussi estimables ». Mais, en dépit de son état de santé, Georges a profité de son nouveau statut pour se rendre utile d'une autre manière. Il a participé de façon très active aux « cours industriels », dans lesquels il enseignait les mathématiques et la physique. Il a quitté Nancy en 1833 pour devenir secrétaire de l'académie de Besançon. Il y a continué la publication d'ouvrages à caractère pédagogique, en arithmétique,

²⁰ Le début de la vie et de la carrière du comte d'Allonville est décrit dans : *Biographie des préfets depuis l'organisation des préfectures jusqu'à ce jour*, d'Étienne-Léon de Lamoignon Langon, Paris 1826, 432 p., p. 7-9.

algèbre, géométrie. Suivant Bnf data, il serait mort en 1840 (?). Mais il figure encore sur la liste des associés correspondants en novembre 1840, et sur les tables de l'état-civil de Besançon, nous avons trouvé un acte de décès établi à son nom, à la date du 3 juin 1841.

Michel Auguste Monnier (1801-1864) est l'avant-dernier des membres titulaires élus sous la Restauration, le 1^{er} avril 1830. Il est né le 18 (12) octobre 1801. Son père, Claude Monnier (1772-1819), qui a épousé la sœur du maréchal Ney, a su se constituer une grande fortune pendant la Révolution, où il avait été receveur général des postes du département de la Meurthe. Il avait acquis en 1808 le domaine de la Petite Malgrange. Auguste Monnier y ajouta par son mariage en 1827 avec la fille du maréchal Molitor, Gabrielle Louise, le domaine de Tomblaine. Grand propriétaire foncier, il s'occupe naturellement d'agriculture et deviendra président pendant 20 ans de la Société centrale d'agriculture de Nancy. Mais il a aussi d'autres centres d'intérêt : la botanique, la géologie et plus tard la numismatique. Ce sont ses qualités de botaniste qui l'ont fait admettre à l'académie. Il avait publié un *Mémoire sur les Hiéracinées* en 1829. Le rapport qui a été fait sur sa candidature souligne la bonne qualité de ce travail, mais insiste davantage sur les qualités morales d'Auguste Monnier : orphelin de son père à 17 ans, il a su éviter les pièges d'une liberté précoce. « Nous l'avons vu, non sans étonnement, fuir les routes trop battues par la jeunesse actuelle et montrer avant l'âge de quinze ans toute la maturité d'un homme. Aucun écart, aucune dissipation frivole ne l'ont détourné de son honorable carrière ». Cette rigueur est sans doute à rapprocher de son éducation protestante. C'est aussi un homme d'influence, qui possédait des relations haut placées. Il a été maire d'Heillecourt et conseiller général. D'opinions libérales, il s'est certainement rallié à l'Empire en 1852. Mais il n'avait pas d'ambition personnelle et il était au contraire toujours prêt à rendre service aux autres.

Adolphe Félix Gatien-Arnoult (1800-1886) n'a appartenu à la Société royale de Nancy comme membre titulaire que pendant quelques semaines. Né à Vendôme, le 30 octobre 1800, titulaire de l'agrégation de philosophie, il a enseigné comme professeur à Nevers, Bourges, Reims et Nancy, avant d'être appelé par Victor Cousin à occuper à la rentrée de 1830 une chaire de philosophie à la faculté des lettres de Toulouse. Candidat à l'académie le 1^{er} avril, il a été admis comme titulaire le 13 mai 1830 et a eu le temps de prononcer avant son départ son discours de réception, qui avait comme sujet : *Esprit de la philosophie nouvelle, ou éclectique*. Après avoir été lu en séance ordinaire, ce discours a fait l'objet d'un certain nombre de corrections, dont le procès-verbal donne une justification plutôt embarrassée. « M. Gatien-Arnoult obtient beaucoup d'éloges pour la haute et large philosophie qui règne dans son discours de réception, œuvre très remarquable à tous égards. Seulement, suivant sa coutume (ne rien prononcer en public, qui puisse, à tort ou à raison, effaroucher personne), la société indique à l'auteur plusieurs passages à revoir. Non qu'il doive les retoucher de manière à en altérer la pensée, foncièrement juste et sage, mais à en rendre l'expression moins équivoque et plus sensible aux intelligences vulgaires ; afin d'écarter les fausses conjectures et de réunir autant que possible tous les suffrages ».

À Toulouse, Gatien-Arnoult a mené de front sa carrière universitaire et une carrière politique qui l'a conduit à devenir maire de Toulouse (1848), puis député (1848-1849, 1871-1876). Partisan d'un libéralisme avancé, il a eu maille à partir avec l'archevêque de Toulouse et a milité dans les rangs de l'opposition sous la Monarchie de Juillet et sous le Second Empire. Il est mort à Mont-de-Marsan le 18 janvier 1886²¹.

Les associés correspondants de la Restauration

Parmi les très nombreux associés correspondants de cette période, beaucoup méritent de fixer notre attention, car ayant participé plus activement à la vie de l'académie : soit par leur

²¹ A. Robert, E. Bourloton, G. Cugny, *Dictionnaire des parlementaires français, 1789-1889*, déjà cité.

présence effective aux séances, soit par leur apport aux publications de l'académie, soit par la correspondance qu'ils ont échangée avec elle et les rapports qui ont été faits sur eux. On peut donc dire qu'en général leurs travaux ont reçu un écho au sein de notre compagnie. Certains ont joué aussi un rôle d'intermédiaires entre l'académie et d'autres sociétés savantes provinciales et de relais pour la distribution des mémoires de l'académie dans leur région : ils ont été des éléments importants du réseau constitué par l'académie. Une histoire de l'académie qui ne tiendrait pas compte de leur existence serait évidemment incomplète.

Claude Nicolas Amanton (1760-1835) est homme de lettres à Dijon. Il est né à Villers-les-Pots, près d'Auxerre le 20 janvier 1760. En 1789, il était avocat au Parlement de Dijon. Il a été par la suite juge au tribunal de Dijon, conseiller de préfecture et maire d'Auxonne de 1806 à 1811. Membre de l'académie des sciences, arts et lettres de Dijon, qu'il a présidée en 1813, il est l'auteur de mémoires sur des sujets très divers : économie politique, archéologie, biographies. Il a été admis comme associé correspondant le 5 août 1824, sur la proposition de Baillard, après avoir présenté le 3 juin 1824 une candidature, accompagnée de *Lettres bourguignonnes* et de deux notices, l'une sur M. Bresset, député de la Côte d'Or, l'autre sur Claude Xavier Girault. C'est un notable local, qui s'est consacré à des travaux historiques ayant un rapport avec sa province : si par exemple il s'est intéressé à l'histoire de Napoléon, c'est en raison du séjour de Bonaparte à Auxonne. Il est mort le 28 septembre 1835 à Meudon.

Ivan Pavlovitch de Blaramberg ou Jean Paul Moret de Blaramberg (1772-1832), né à Karlsruhe, il a fait carrière en Russie : à Moscou comme directeur des douanes en 1798, puis à Saint Pétersbourg, enfin à partir de 1808 à Odessa. Il était conseiller d'État de l'empereur de Russie. En 1825, il a été nommé en mission spéciale auprès de Vorontsov, gouverneur civil et militaire de la Nouvelle Russie. Il a été admis comme associé correspondant le 4 novembre 1822. À cette date, il venait de publier deux ouvrages à Paris : *Choix de médailles antiques d'Olbiopolis ou Olbia, faisant partie du cabinet du conseiller d'état de Blaramberg à Odessa* (1822, 64 pages, 22 planches) et *Notice sur quelques objets d'antiquité découverts en Tauride dans un tumulus, près du site de l'antique Panticapée* (1822, 31 pages, 1 planche). « Fixé depuis plusieurs années à Odessa, écrit-il, la proximité des ruines d'Olbia m'a fourni l'occasion de rassembler une collection précieuse de médailles de cette ville, dont une grande partie est inédite et dont l'autre a été décrite, mais avec beaucoup d'inexactitude ». « Ces considérations m'ont engagé à publier le résultat des recherches dont je me suis occupé durant près de dix ans ».

Jean Étienne Judith Forestier de Boinvilliers parfois appelé **Boinvilliers Desjardins** (1764-1830), qui a été correspondant de l'Académie des inscriptions, fut d'abord professeur à l'école centrale de Beauvais, censeur des études à Rouen et Orléans, avant de devenir inspecteur d'académie à Douai. Son admission date du 10 décembre 1814. À cette date, il était connu depuis longtemps par sa *Grammaire raisonnée de la langue française* (1802) et venait de publier en 1813 *Cacographie, ou recueil de phrases dans lesquelles on a violé à dessein l'orthographe des mots, les règles des participes et les lois de la ponctuation* (1813). Ses très nombreuses publications, souvent répétitives, ont porté sur la grammaire française ou la grammaire latine. Né le 3 juillet 1764 à Versailles, il est mort le 1^{er} mai 1830.

Jean Sébastien Bonnaire (1782-1843), dit **Mansuy Bonnaire** car époux d'Agathe Mansuy, est né à Paris le 10 février 1782. C'est un négociant de Saint-Mihiel, qui s'était d'abord signalé par divers écrits sur des questions de bienfaisance (projet d'une loterie) ou sur des questions religieuses (pétition à la chambre des députés en 1821 pour obtenir une loi flétrissant l'athéisme et l'impiété). Il s'était pris d'un grand intérêt pour la géologie et pour les antiquités. Il avait publié à Paris en 1824 une *Cosmogonie, ou de la formation de la Terre et de l'origine des pétrifications*,

dans laquelle il cherchait à concilier les données de la géologie avec le texte de la Genèse. Mais c'est surtout sa qualité d'archéologue qui a été apprécié. Il est entré à l'académie comme associé correspondant le 5 février 1829, après lui avoir fait parvenir un mémoire sur les antiquités trouvées à Pannes, que le docteur Lamoureux avait lu devant ses confrères le 5 janvier précédent.

Il possédait un cabinet d'antiquités, de numismatique et d'histoire naturelle. Sans être lui-même historien, il s'intéressait aux documents anciens et a fait parvenir à l'académie en 1837 la copie d'un texte de 1366, provenant de l'abbaye de Saint-Mihiel, relatant la capture de Robert duc de Bar par les Messins, ainsi qu'un titre d'« enhéritement » d'Henry, comte de Luxembourg, daté de 1308. Mais ces pièces n'étaient pas rares : l'académie ne les a pas publiées, car elles avaient été imprimées dans dom Calmet et dans une *Histoire du Luxembourg*. Il est décédé à Saint-Mihiel le 12 février 1841.

Carlo Giuseppe Guglielmo Botta (1766-1837) est un écrivain et homme politique italien et français, né à San Giorgio ad Canavese, près d'Ivrée, le 6 novembre 1766. Après des études de médecine à Turin, couronnées par un doctorat en 1786, il adopta avec enthousiasme les idées de la Révolution française et fut arrêté en 1794 comme conspirateur par le gouvernement sarde. Relâché l'année suivante, il s'engagea comme médecin dans l'armée française des Alpes. Il fit les deux campagnes d'Italie et, après Marengo, fit partie de la *Consulta*, puis de la commission exécutive piémontaise. En 1804 et en 1809, il fut désigné pour représenter le département de la Doire au Corps législatif. Sa fidélité à Napoléon a été hésitante : il s'est fait naturaliser français pendant la première Restauration, mais a accepté le poste de recteur à Nancy pendant les Cent-Jours. Il a encore été recteur à Rouen de 1817 à 1822, mais révoqué à cette date, il a fini ses jours dans la gêne et est mort à Paris le 10 août 1837²².

Ses principaux ouvrages ont été écrits en langue italienne : une *Histoire naturelle et médicale de l'île de Corfou* (1799), une *Histoire de la guerre d'indépendance des États-Unis d'Amérique* (1809), une *Histoire d'Italie de 1789 à 1814* (1824). Il a présenté à l'appui de sa candidature son *Histoire de la guerre d'indépendance américaine* et un poème intitulé *il Camillo*. Il s'était présenté en 1815 à l'académie pour être titulaire et à la date du 27 juillet 1815, il était encore considéré comme résidant à Nancy et autorisé à faire ses visites en vue d'être élu titulaire. Mais on apprend bientôt qu'il a quitté « inopinément » la ville. Une note ajoutée au bas du procès-verbal du 27 juillet indique qu'on lui a envoyé un diplôme d'associé correspondant. La traduction en vers français et l'analyse d'un poème de Botta ont été présentés par Lamoureux aîné à la séance publique du 17 juin 1816.

Sébastien Bottin (1764-1853) est originaire de Grimonviller, dans le département de la Meurthe, où il est né le 17 décembre 1764. Il avait été prêtre séculier au diocèse de Toul, avant d'être relevé des obligations de la prêtrise pendant la Révolution. Il s'est alors lancé dans une carrière administrative : nommé secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin, il lança l'annuaire statistique de ce département, qui fut proposé comme modèle à tous les autres. Devenu en 1802 secrétaire général de la préfecture du Nord, il fit paraître à partir de 1804 l'*Annuaire statistique* de ce département et devint brièvement député du Nord en 1815. Outre son intérêt pour la statistique, il publie des travaux archéologiques et est devenu secrétaire de la Société des antiquaires de France. Mais l'archéologie ne représente qu'une petite partie de son activité débordante. Sébastien Bottin est aussi un éditeur qui a créé en 1811 le *Journal du département du Nord*. Il s'applique à faire connaître au public les entreprises industrielles et commerciales : dès 1820, il a publié un *Livre d'honneur de l'industrie française*, suivi plus tard du célèbre annuaire qui fera de son patronyme familial un nom très couramment usité. Il a été admis à l'académie le 6 mars 1817, après que Mandel ait fait un rapport favorable de son mémoire sur la distillation de la pomme de terre. Il a

²² Prévost et Roman d'Amat, *Dictionnaire de biographie française*, tome VI, p. 1165-1166 ; Adolphe Chéruel, « Notice biographique sur Charles Botta », *Précis analytique des travaux de l'académie de Rouen*, 1848, p. 245-260.

offert aussi par la suite plusieurs autres ouvrages : le *Livre d'honneur de l'industrie française* (1820), un *Essai sur quelques antiquités du comté de Vaudémont*, son *Rapport sur les travaux de la Société des Antiquaires de France*, une *Note sur l'exploitation du domaine du Petit Bois*, des *Mélanges d'archéologie*, qui ont fait l'objet d'un rapport de Haldat. Il est mort à Paris le 28 mars 1853.

Jean Louis Bucharlat (1775-1848), né à Lyon, est un ancien élève de l'École Polytechnique, où il est resté encore trois ans comme répétiteur adjoint, avant de devenir professeur de mathématiques transcendantes à l'École royale militaire de La Flèche. Il joint à sa compétence en mathématiques un goût pour la poésie. À sa lettre de candidature à l'Académie royale de Nancy, lue le 17 juin 1819, il joint plusieurs poèmes sur *la Mort d'Abel*, *le Jugement dernier*, *Sion ou les Merveilles de la montagne sainte* et *Le Sacrifice d'Abraham*. Lamoureux, qui rapporte sur cette demande, cite plusieurs passages qui prouvent le talent de l'auteur, aussi bien dans le poème qu'il a traduit, que dans ceux de sa propre composition. Son admission a été prononcée le 1^{er} juillet 1819. En 1823, il est devenu professeur de belles-lettres à l'Athénée de Paris et il a publié en 1826 une suite au *Cours de littérature* de La Harpe. Il n'a pas pour autant cessé de s'intéresser aux mathématiques, à la physique et à l'astronomie, et il a même été en 1827 candidat au fauteuil de Laplace à l'Académie des sciences. Grand collectionneur de titres académiques, il fait état en 1838 de son appartenance à 9 académies royales, et à 10 autres sociétés savantes, réparties sur toute la France.

Jean Baptiste Dieudonné Nicolas Boujardet (1771-1823), médecin à Badonviller. Il a été nommé associé correspondant le 29 décembre 1814. Il est cité dans les comptes rendus de l'académie (*Précis* de 1813-1815) pour avoir présenté un mémoire sur divers faits relatifs à la vaccination, qu'il pratiquait à Badonviller. Il est mort à Nancy le 19 novembre 1823, à l'âge de 52 ans et son décès a été seulement transcrit à Badonviller au début de 1824.

Le comte Maurice Gabriel de Caraman (1765-1835), maréchal de camp, membre du Corps législatif (1809-1814), puis de la Chambre des députés (1814-1815, 1824-1817), auteur de plusieurs écrits et d'une notice sur le monument élevé à Paul Riquet, dont il est le descendant direct. Ses états de service militaires sont dans l'armée de l'émigration, dans celle de l'Empire où il a été incorporé en Belgique en 1813 et 1814, puis dans celle de la Restauration. Il a été admis le 5 mai 1826, « en considération de sa notice sur l'immortel Riquet, auteur du canal du Languedoc ». Né à Roissy le 7 octobre 1765, il est mort au château de Boussu, en Belgique, le 3 septembre 1835.

Panigot nous oriente toutefois vers un autre personnage : son neveu Victor Marie Joseph Louis de Caraman, également officier supérieur, mort à Constantine le 26 octobre 1838. Il y a eu manifestement confusion entre les deux personnages, puisque les *Mémoires* de 1838, page IX, parlent du « comte Maurice de Caraman, mort au champ d'honneur » au cours de l'année 1838. On ne sait pas auquel des deux il faut attribuer les deux ouvrages que cite Panigot dans son répertoire : *Observations sur les institutions militaires en France* (Paris 1829) et *Essai sur l'organisation militaire de la Prusse* (Paris 1835).

Léonard Borejko Chodzko (1800-1871) est un littérateur polonais né à Oleoresk, en Lithuanie, qui a émigré en France avant l'insurrection de 1830. Vers 1826, il a été employé à la bibliothèque de la Sorbonne, plus tard il est devenu sous-bibliothécaire à Sainte-Geneviève, enfin bibliothécaire au Ministère de l'instruction publique. Ses seules publications, à la date où il a été recruté étaient des *Observations sur la Pologne et les Polonais* (1827) et une *Histoire des légions polonaises en Italie* (2 volumes, 1829), dont le général Drouot a fait l'éloge. Son admission date du 7 janvier 1830. Le procès-verbal nous dit en outre que cette candidature a été accueillie avec « grand plaisir », M. Chodzko étant « l'un des enfants de cette Pologne dont les citoyens sont sûrs

de rencontrer auprès de tous les Français, et plus encore des Lorrains, un accueil fondé sur les plus nobles motifs de sympathie ». Ses travaux ultérieurs ont porté sur la Pologne : *La Pologne historique, littéraire, monumentale et pittoresque*, Paris, 1835 ; *la Pologne illustrée*, Paris 1846.

Charles Paul du Coëtlosquet, baron, puis comte (1794-1852) est le fils d'un officier supérieur des armées du roi, originaire de Bretagne, qui s'est marié à Metz, où il était en garnison. Il est né à Aschaffenburg, en Bavière, où ses parents avaient émigré. À leur retour en France, il avait suivi les cours du lycée impérial de Metz, où il avait eu comme professeurs Mollevaut et Mongin, associés correspondants de l'académie de Nancy. Après une année d'études du droit à Paris, il avait commencé lors du retour des Bourbons une carrière militaire vite interrompue, car il avait préféré entrer dans l'administration, comme sous-préfet de Vesoul, puis de Lure, en Haute-Saône. En 1824, il est devenu sous-préfet de Lunéville. C'est en cette qualité qu'il a été nommé membre correspondant de l'Académie de Nancy le 3 août 1826. Ayant quitté ses fonctions de sous-préfet en 1828, il s'est retiré à Metz, où il a exercé diverses fonctions politiques et est devenu membre titulaire de l'Académie royale de la ville en 1829²³. Nous avons conservé dans les archives de l'académie de Stanislas le *Rapport sur l'analyse et la synthèse*, augmenté d'un petit texte sur l'analyse littéraire, qui avaient été lus en 1829 et 1830 à Metz. Mais il avait déjà présenté à l'académie de Nancy un texte analogue, qui a fait l'objet d'un compte rendu de l'abbé Gironde, le 5 avril 1827, sous le titre : *L'analyse et la synthèse sont-elles deux méthodes ?* Il avait été admis à lire en séance publique, à Nancy, le 31 mai 1827, un poème intitulé : *Moïse sauvé*. Il a continué à faire bénéficier l'académie de Stanislas de ses travaux littéraires, en particulier de Nouvelles dont il est rendu compte en séance publique le 15 avril 1836. Fervent chrétien, auteur d'un *Vade mecum du chrétien*, paru en français en 1837, il est mort le 2 novembre 1852 lors d'un pèlerinage à Jérusalem.

Charles Pierre Collard (1806-1851), dit **de Martigny**, dans les Vosges, où il est né, est avocat et médecin, auteur de plusieurs mémoires sur la chimie et la physiologie et d'un *Recueil de questions médico-légales*. Il a publié notamment à Paris dans les Archives générales de la médecine des *Observations et expériences sur l'absorption cutanée de l'eau, du lait et du bouillon* (11 p, 1825) et *De l'action du gaz acide carbonique sur l'économie animale* (1827, 23 p). À la date à laquelle il a été reçu, sur rapport de Leuret (2 août 1827), il est encore médecin et vit à Paris. Mais il a fait en même temps des études de droit et lorsqu'il revient s'établir en Lorraine, il se spécialise plutôt dans la « médecine légale » et il a publié à Paris en 1828 des *Questions de jurisprudence médico-légale sur la viabilité en matière civile et en matière criminelle, la monomanie homicide et la liberté morale, la responsabilité légale des médecins* (1^{ère} édition 111 pages, enrichie en 1832, 125 pages). Il devient alors avocat à la Cour de Nancy et entreprend dans les Vosges une carrière politique. Il sera beaucoup question de lui à l'académie au début de la Monarchie de Juillet. Il a publié encore en 1840 *Du système des circonstances atténuantes et des modifications qu'il exige*.

Substitut du procureur général à Épinal, puis à Nancy, il a donné sa démission en 1841, et n'est resté conseiller général du canton de Lamarche que jusqu'en 1845, date à laquelle il a laissé le siège à son cousin. Les listes de l'académie le font terminer sa vie à Mirecourt ; mais aucune de nos sources ne fait état de la date et du lieu de sa mort. Après de patientes recherches, nous avons pu toutefois découvrir un entrefilet dans le *Journal de la Meurthe et des Vosges* du 30 septembre 1851, qui annonce qu'il est mort « depuis quelques jours ».

Pierre Coze (1754-1821), doyen de la faculté de médecine de Strasbourg, a été associé à l'académie le 10 décembre 1814. Né à Ambleteuse, dans le Pas-de-Calais, le 17 août 1754, il est devenu docteur en médecine en 1779 et a aussitôt choisi d'exercer son art comme médecin militaire, jusqu'en 1794. Il s'est marié en 1791 à Marie Paule Thérèse, dite Pauline, Sadoul, alors

²³ Victor Simon, « Notice sur M. le comte de Coëtlosquet, membre de l'Académie impériale de Metz », lue en séance publique le 8 mai 1853, *Mémoires de l'Académie impériale de Metz* (1852-1853).

qu'il était chirurgien-major à Lunéville. Il s'est établi en 1794 à Strasbourg, où il a été un des quatre fondateurs de l'école de médecine de la ville, qui a reçu l'appellation de faculté de médecine en 1808. Il en a été nommé doyen de 1814 à sa mort, consécutive à une attaque d'apoplexie, le 25 juin 1821. Il appartenait à la Société des sciences, arts et agriculture de Strasbourg et a publié ses travaux dans les Mémoires de cette société.

Jean Baptiste Demangeon (1764-1844), né à Hadigny (Vosges) le 1^{er} décembre 1764, avait commencé par faire des études religieuses et obtenu un doctorat en philosophie, puis avait enseigné le français en Allemagne, avant d'entreprendre à Paris des études de médecine, qui l'avaient conduit à un doctorat soutenu en 1811 : *De ossium pubis synchondrotomia, dissertatio medico-chirurgica*. Il avait exercé à Paris et à Nancy, avant de se fixer en 1829 à Chamagne. Ses premières publications relatives à l'art médical, faites à Paris, traitent des moyens de perfectionner la médecine et du rôle de l'imagination des futures mères dans les anomalies de la grossesse. Dès le 16 juillet 1823, il était devenu membre « honoraire » de l'Académie de médecine. Son admission à la Société royale de Nancy, le 6 janvier 1825, fait suite à l'envoi d'un ouvrage sur la doctrine de Gall, écrit grâce à sa parfaite connaissance de l'allemand : *Tableau de l'ouvrage du docteur Gall sur les nerfs, le cerveau et leurs fonctions automatiques et intellectuelles* (1822). Enthousiasmé par ces travaux, il estime qu'ils ouvrent une voie nouvelle pour la connaissance de l'homme, « en soulevant une partie du voile sous lequel se dérobaient jusqu'ici les instincts, les aptitudes, les talents, les qualités, les facultés et toutes les fonctions diverses, graduellement réparties dans la chaîne des êtres animés ». Il a publié aussi en 1825 : *Plombières, ses eaux et leur usage* et en 1829 *Anthropogénèse ou génération de l'homme* et *De l'imagination considérée dans ses effets directs sur l'homme et les animaux et sur ses effets indirects sur les produits de la gestation*. En 1834, il a encore écrit sur le même sujet *Du pouvoir de l'imagination sur le moral et le physique de l'homme*. Il a participé à la formation de la Société d'émulation des Vosges, à Épinal. Il est mort à Chamagne, à l'âge de 79 ans, le 18 juin 1844.

Prosper Sylvain Denis (1799-1863), né à Commercy le 28 janvier 1799, fils du journaliste du *Narrateur de la Meuse*, a obtenu son doctorat en médecine à Paris et exerce à Commercy. Il a été nommé correspondant le 1^{er} juin 1826, à la suite de son premier travail important, publié à Commercy : *Recherches d'anatomie et de physiologie pathologique dans les maladies des enfants*. Vimont en a fait un compte rendu détaillé dans la séance du 1^{er} juin 1826. Tout en reconnaissant la qualité du travail de Denis, il ne peut pas s'empêcher de se livrer à une critique acerbe des thèses sur lesquelles il s'appuie, qui sont celles de Broussais : « C'est à regret, écrit-il, que je suis forcé de reprocher à M. Denis une sorte de propension au néologisme et trop d'asservissement aux théories de la nouvelle doctrine ». Il a publié ensuite des *Mémoires sur 3 genres différents de cas rares dans l'ordre physiologique et pathologique* (Paris 1828) et des *Recherches expérimentales sur le sang humain* (Commercy 1833). Il a terminé sa carrière en exerçant à Toul. Ses travaux ultérieurs ont porté encore sur le sang humain, sur l'albumine, ainsi que sur *l'Esquisse d'une topographie médicale et d'une statistique agricole de l'arrondissement de Toul* (XVI-126 p, 1848). Correspondant de l'académie de médecine dès 1836, il en est devenu membre en 1859 ; la même année, il a été élu correspondant de l'Académie des sciences. Il est mort à Toul le 3 juillet 1863.

Georges Bernard Depping (1784-1853), né à Munster, en Allemagne, le 11 mai 1784, mais fixé de bonne heure en France, a été nommé correspondant le 14 novembre 1816. Il semble avoir été sollicité par l'académie, car on ne fait pas état d'une candidature : le procès-verbal porte seulement ces mots : « M. Depping est nommé correspondant, il sera prié d'envoyer à la société sa nouvelle édition des *Merveilles de la nature en France* ». Cet ouvrage, paru en 1811, avait connu un grand succès, il a eu 9 éditions jusqu'en 1845. Depping était membre de la Société philotechnique et de la Société des Antiquaires de France, à Paris. C'est un historien, qui a fait

parvenir régulièrement à l'académie des exemplaires de ses nombreux travaux. On peut relever parmi eux des notices sur la vie et les œuvres d'auteurs classiques, en préface à leurs œuvres (La Bruyère, La Rochefoucauld, Vauvenargues, Montesquieu, Diderot, etc.), des livres de géographie et de voyages, et en histoire : une *Histoire des expéditions maritimes des Normands au X^e siècle*, une *Histoire de Normandie depuis Guillaume le Conquérant*, une *Histoire des Juifs au Moyen âge* et une *Histoire du commerce entre le Levant et l'Europe*. Il n'a été naturalisé français qu'en 1827, mais comme il vivait en France, il n'a pas été considéré comme correspondant étranger.

Charles Hardy Des Alleurs (1796-1854), appelé Des Alleurs fils, docteur en médecine à Rouen, après des études faites à Montpellier, professeur à l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de cette ville, a été admis le 6 mars 1828, auteur d'un ouvrage intitulé *Du génie d'Hippocrate et de son influence sur l'art de guérir* (Paris 1824). Il a dédié cet ouvrage à son père, qui était médecin de la marine au port de Rouen. Dans une lettre de remerciement à l'académie, datée du 16 avril 1828, il fait état de sa qualité de président de la Société de médecine de Rouen. Il appartient également à de nombreuses sociétés savantes. Une *Histoire de la société de charité maternelle de Rouen*, qu'il a rédigée, a été publiée à sa mort, précédée d'une notice nécrologique d'Armand Gabriel Ballin.

Gabriel Paul Deshayes (1795-1875) était bien connu des plus anciens académiciens, puisqu'il était le fils du professeur de physique de l'école centrale de la Meurthe, auquel Haldat avait succédé. Son père avait été aussi un lauréat de l'ancienne académie. Il est naturaliste et spécialisé en Conchyliologie. Son admission, appuyée par « plusieurs membres », a été réalisée le 8 juillet 1824 à la suite de la parution des deux premiers des trois volumes de sa *Description des coquilles fossiles des environs de Paris* (1824-1828). Le dernier volume a été publié en 1837 et a été complété par un supplément en 1857.

Pierre Desnanot (1777-1857) est né à Saint-Géraud (Lot-et-Garonne) de parents agriculteurs peu fortunés. Instruit par le curé du lieu, il a gardé toute sa vie la pratique religieuse. Sa carrière est celle d'un enseignant, doué pour les sciences exactes et bon administrateur. Il avait occupé après son service militaire diverses chaires dans des écoles secondaires à l'Isle (1802-1804), à Périgueux (1804-1805), à Ruffec (1805-1806), avant d'être nommé au lycée de Limoges, où il a enseigné les mathématiques et qu'il a dirigé de 1809 à 1815. Censeur au lycée de Nancy, il a fait sa demande d'association au moment même où il quittait la ville pour devenir censeur du lycée de Nîmes. Il est agréé le 20 avril 1820. Il a continué sa carrière comme inspecteur d'académie à Nîmes (1825), à Grenoble (1829), puis à Clermont Ferrand (1833). C'est un mathématicien, qui avait publié en 1819 un *Complément à la théorie des équations* et qui a donné un peu plus tard une *Pratique du toisé géométrique* (Avignon, 1826). Il a été mis à la retraite en septembre 1841 et a vécu les 24 dernières années de sa vie à Clermont-Ferrand²⁴.

Lambert Devère (1785-1856), ancien élève de l'école polytechnique (promotion 1808, car admis en 1804, il ne s'était pas présenté à l'école), capitaine au corps de l'état-major à Nancy, plus tard chef de bataillon en disponibilité à Paris, auteur de recherches sur l'art militaire. Il s'est fait connaître de l'académie de Nancy par deux mémoires, dont le général Drouot a fait un éloge sans réserve : l'un sur les moyens de rendre plus utiles en temps de paix les loisirs des soldats, l'autre sur la Croatie militaire, qu'il connaît bien, puisqu'il a servi dans l'armée de Dalmatie sous les ordres de Marmont. Ces travaux, dit Drouot, « annoncent un esprit cultivé et réfléchi » ; il pourra coopérer utilement aux travaux de l'académie. Le premier de ces travaux avait reçu le 16 août 1822

²⁴ Blatin-Mazelhier, « Éloge historique de M Desnanot, ancien recteur », *Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Clermont-Ferrand* (1859), vol. 32, p. 141-163.

une mention très honorable au concours ouvert par la Société des sciences, arts et belles-lettres de Châlons-sur-Marne. Il a été admis à l'académie de Nancy le 5 décembre 1822.

Devère est surtout connu pour avoir traduit de l'anglais et enrichi de notes l'ouvrage d'Henry Salt : *Essai sur le système des hiéroglyphes phonétiques du docteur Young et de M Champollion*, Paris 1827. Il a publié aussi en 1842 un écrit politique : *De la nécessité de rétablir constitutionnellement la censure*, dans lequel il se range du côté de l'ordre et reproche à la presse de mettre en péril la prospérité nationale en soutenant des théories hostiles au régime.

Il existe une incertitude sur la date de sa mort : Panigot le fait mourir vers 1856, date à laquelle il disparaît des listes de l'académie ; il est en accord avec l'Académie nationale de Metz, qui donne la date de 1856 ; mais la Bibliothèque nationale le fait mourir en 1872 ! La *Revue des Beaux-Arts* de 1855 nous apprend qu'il avait mis en vente sa collection de tableaux, appartenant presque tous à l'école française ancienne ; on peut supposer que cette vente a précédé de peu son décès.

Louis Jean Baptiste Devilly (1792-1826), né le 5 août 1792, il était imprimeur libraire à Metz, ayant succédé à son père en 1816. Il était propriétaire et éditeur du *Journal de la Moselle*. Il avait fait quelques recherches sur les antiquités de la ville de Metz. A la date à laquelle il a été admis à la Société royale de Nancy, sur le rapport de Lamoureux aîné (17 avril 1823), il était secrétaire de l'Académie royale de Metz. Il était aussi vénérable de la loge maçonnique de L'école de la sagesse et du Triple accord réunis. Il est le père du peintre Louis Théodore Devilly. Il est mort à Metz (Plantières) le 30 mars 1826.

Alexis Donnet (1782–1867²⁵), ingénieur géographe à Paris, est l'auteur d'une *Architectonographie des théâtres de Paris*, en 2 volumes (1821), d'une *Carte d'Espagne et du Portugal* (1823, en 6 feuilles) et d'une *Description des environs de Paris* (1824). Son admission date du 14 juillet 1825. Dans une lettre adressée au secrétaire perpétuel de l'académie de Nancy le 1^{er} mars 1826, il écrit, à propos de l'*Architectonographie des théâtres de Paris* : la publication de cet ouvrage était commencée depuis plusieurs années, mais l'étendue du travail de dessin et de gravure qui exigeait beaucoup de temps, jointe aux nombreuses constructions élevées en ce genre à Paris pendant l'exécution successive des livraisons, et qui m'obligea à en ajouter de nouvelles, ont retardé l'achèvement de cet ouvrage ». En 1842, dans une autre lettre, il fait suivre sa signature de la mention : ingénieur, archiviste de la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans. Il a fait parvenir à l'académie en 1853 une nouvelle carte, présentant « l'ensemble du réseau concédé à ce jour à la compagnie d'Orléans et le tracé spécial du chemin de fer de ceinture de Paris ». Il indique dans sa lettre que ses occupations ne lui permettent pas de participer davantage aux travaux de l'académie.

Claude Auguste Dorion (1770-1829) est un poète et littérateur né à Nantes, employé dans les bureaux des Affaires étrangères, qui a été admis le 13 novembre 1817, mais dont les *Poésies lyriques et bucoliques*, précédées d'un *Essai sur la poésie et l'éloquence* ne sont parues à Paris qu'en 1820. A l'époque de son admission, il avait publié des poésies de caractère historique : *Marie Thérèse à François empereur d'Allemagne* (1797), *La bataille d'Hastings* (1809), *Palmyre conquise*, poème épique en douze chants (1815). Il a encore envoyé par la suite un ouvrage intitulé : *Les Ottomans et les Grecs*, signalé dans le *Précis* de 1824-1828. Il est mort à Paris le 29 mai 1829.

Robley Dunglison (1798-1869) doit être classé dans les D, car il avait reçu comme prénom le nom de famille de sa mère. Il est né le 4 janvier 1798 dans le Cumberland, en Angleterre. Il avait

²⁵ Nous donnons la date probable de son décès d'après Bnf data.

commencé à étudier la pharmacie et la chirurgie, mais a complété ces études par un doctorat de médecine à Erlangen, en 1824. Il a été recruté le 28 août 1823 sur le rapport de Louis Valentin. Il est alors médecin à Londres et éditeur du journal de médecine intitulé *Medical Repository*. Outre des numéros de cette revue, il a envoyé la traduction en anglais faite par lui de l'ouvrage du docteur Larrey, « chirurgien en chef de l'hôpital de la Garde royale à Paris », sur l'usage du moxa comme agent thérapeutique. Il est membre de deux sociétés savantes, auxquelles Valentin est associé : la Société médicale et la Société huntérienne. Valentin fait valoir l'intérêt qu'il y a pour l'académie à posséder un correspondant en Angleterre, alors qu'elle n'en a pas encore. Mais dès 1825, il est recruté, comme professeur, à l'université de Charlottesville, en Virginie. En 1833, il passera à l'université du Maryland, à Baltimore, puis de 1836 à 1868, il enseignera au Collège médical Jefferson, à Philadelphie. C'est un médecin d'une grande réputation, qui a publié des articles sur une foule de sujets. Ses principaux travaux ont été *Practice of medicine* (1842) et *History of medicine* (publié par son fils après sa mort, en 1872). Il est mort d'une maladie de cœur le 1^{er} avril 1869.

Duval (-1828), ancien avocat à Paris, exerçant à Provins, auteur des *Leçons d'un père à son fils* (272 p, 1820, 1825), a été admis le 2 février 1826 sur le rapport de Mathieu. Il était en outre vivement recommandé par le chevalier de Mercy. Son ouvrage « mêlé de prose et des vers... témoigne suffisamment en faveur du talent et des sentiments honnêtes de l'auteur ». La morale qu'il prêche est celle d'un « honnête homme », « philosophe chrétien ». Nous ne connaissons rien de l'identité de ce personnage, dont l'ouvrage avait été publié sous l'initiale D***, lors de sa première édition, et dont le nom, d'après Quérard, été dévoilé seulement à la troisième ; nous savons seulement qu'il devait être déjà âgé, sa mère étant morte en 1786 à 53 ans.

Antoine Laurent Apollinaire Fée (1789-1874) est né à Ardenes (Indre) le 7 novembre 1789. Il a commencé sa carrière comme pharmacien sous-aide major pendant la campagne d'Espagne en 1809. La guerre d'Espagne (1809-1813) lui a fourni la matière d'un livre de souvenirs, paru en 1856. Il a étudié la pharmacie à la faculté de Strasbourg en 1815. Au moment de sa candidature, il était pharmacien à Paris et il avait déjà collaboré au *Dictionnaire des sciences médicales* et attiré l'attention sur lui par un projet de « réhabilitation de la pharmacie dans l'opinion publique ». Sa candidature a été présentée le 8 mars et il a été admis comme correspondant le 15 mars 1821, à la suite d'un rapport favorable de Guerrier de Dumast, qui se disait un de ses amis, sans doute à cause de leur commune appartenance à la franc-maçonnerie. Il avait comme titres sa qualité de secrétaire de la Société libre de pharmacie de Paris et une tragédie qu'il cherchait en vain à faire représenter (*Pélagie*, Paris 1818). Il a fait régulièrement l'hommage de ses travaux à l'académie de Nancy et il a même assisté à des séances. Les ouvrages qu'il a publiés sous la Restauration avaient trait à la botanique (*Essai sur les cryptogames des écorces officinales*, 1824) et plus spécialement à la botanique antique (*Flore de Virgile*, 1822). Lamoureux a rendu compte à l'académie de ce dernier ouvrage dans un rapport du 10 novembre 1825, en faisant l'éloge de l'érudition et de la clarté de l'auteur. Il est devenu en 1825 démonstrateur et plus tard pharmacien major à l'hôpital militaire de Lille. Il est obtenu le titre de docteur en médecine en 1833. De 1832 à 1867, il a enseigné la botanique à Strasbourg, où il a remplacé Christian Nestler ; il a également dirigé le jardin botanique de cette ville. Ses très nombreux travaux ont porté sur la botanique, mais aussi, à la fin de sa vie, sur la zoologie et il a également publié des souvenirs. Il est décédé à Paris le 21 mai 1874.

Nicolas Louis Pépin du Feugray (1786-1855), qui signe simplement Dufeugray, est un légitimiste convaincu, qui a fait une carrière administrative. Né à Mortain, il a étudié au collège de Vire, puis le droit à l'université de Caen et a plus tard acquis à Paris un complément de culture en médecine et en littérature. C'est en 1814 qu'il est entré dans la carrière administrative, comme

secrétaire particulier du préfet Séguier dans le Calvados. Il a suivi ensuite Séguier à Amiens en 1815, puis à Nancy, lorsque ce dernier est devenu préfet de la Meurthe. Il est devenu sous-préfet de Savenay lorsque Séguier a été nommé en Côte d'Or, puis en juin 1824 sous-préfet à Toulon, ce qui était un poste élevé ; c'était la plus importante sous-préfecture de France. Sa carrière s'est terminée quand, ayant été nommé préfet des Landes le 2 avril 1830, il a refusé, quelques mois plus tard, de se rallier à Louis-Philippe. Il a terminé sa vie à Caen, où il est devenu le rédacteur du journal *l'Ordre et la Liberté* et où il est mort le 18 mars 1855. Aux yeux de l'académie de Nancy, il est principalement l'auteur de recherches sur les sépultures des ducs de Lorraine, qui lui ont valu son admission le 7 juin 1821. Mais il est surtout connu pour avoir, dans ses écrits postérieurs, développé le projet d'une ligne de chemin de fer de Paris à Cherbourg²⁶.

Le comte de Foucault, chambellan de l'empereur d'Autriche à Vienne, né sans doute vers 1751. Il avait été officier au régiment du Roi capitaine et conservateur des chasses du comte d'Artois, avant de se mettre au service de l'empereur d'Autriche. Il avait fait parvenir le 7 février 1816, une *Histoire de Léopold Ier, duc de Lorraine et de Bar*, parue à Bruxelles en 1791. C'est l'ouvrage qu'il a présenté pour son admission, et qui a fait l'objet d'un rapport de Haldat : bien que ce livre soit parfois trop touffu et surchargé de réflexions qui « ont l'inconvénient d'embarrasser le récit », il est néanmoins « très estimable, tant par la pureté du style et la noblesse des sentiments dont il est animé que par le courage avec lequel il a dévoilé les vices qu'il a remarqué dans le gouvernement d'un prince digne d'ailleurs de tous nos respects ». Ce courage était d'autant plus grand que l'ouvrage était adressé au descendant de Léopold, l'empereur Joseph II. Au vu de ce rapport, le comte de Foucault a été admis le 4 avril 1816. Il avait entre temps contacté le maire de Nancy pour obtenir des renseignements sur l'état de la chapelle ronde des Cordeliers et les restes des membres de la famille de Lorraine, et le maire s'était retourné vers l'académie, qui avait nommé une commission pour y répondre. Le 6 juin 1816, on apprend que le comte de Foucault a écrit aussi directement à l'académie pour obtenir les mêmes renseignements. On fait état d'une lettre qu'il a envoyée pour prier la société de lui envoyer « des renseignements sur l'état de la chapelle ronde des Cordeliers, sur la translation des cendres de plusieurs membres de la famille des ducs de Lorraine et sur la destruction de leurs tombeaux ». Une commission a été chargée de faire le point sur ces questions. Par la suite, il a encore fait parvenir un mémoire manuscrit sur les tombeaux de la Maison de Lorraine, probablement nourri des renseignements qu'il avait demandés. D'après Panigot, il serait mort vers 1821. En tout état de cause, il ne figure pas sur la liste des membres établie en 1825.

Charles Antoine Gaillardot (1774-1832) est un médecin et naturaliste, habitant Lunéville, qui n'a rien demandé, mais auquel on a fait savoir qu'il serait agréé, dès qu'il ferait acte de candidature. C'est chose faite le 12 novembre 1818. Il a, comme nous le verrons plus loin, beaucoup contribué à enrichir les travaux de l'académie dans le domaine de la géologie. Né à Lunéville le 8 novembre 1774, d'un père chirurgien d'une compagnie du Corps royal de la gendarmerie de la Reine, il a suivi son père à Montpellier, puis dans l'armée de la Moselle, à Sarrebruck, où il a fait la connaissance de JB Lamoureux, qui enseignait l'anatomie ; c'est là qu'il s'est exercé à la dissection. Il a ensuite parcouru l'Europe comme médecin militaire pendant les guerres de l'Empire et a même fait partie de l'expédition à Saint-Domingue. « Sachant occuper plus noblement ses loisirs que la plupart de ses confrères, écrit Lamoureux, il ne passait jamais dans une ville sans en visiter les collections d'histoire naturelle, et faire connaissance avec les hommes de mérite...il achetait les minéraux rares et curieux qui devaient être les premiers fondements de son riche cabinet ». Il notait ses observations dans un journal où il manifestait déjà son intérêt pour la

²⁶ Georges Mancel, « Biographie de M. du Feugray », *Mémoires de l'Académie de Caen* (1861), p. 93-104.

géologie. Il profita d'un séjour à Paris, avant de partir pour le Hanovre, pour soutenir en 1804 une thèse à la faculté de médecine sur le thème de la nostalgie.

Ayant pris sa retraite à Lunéville, il y a exercé la médecine avec un grand dévouement et profita des connaissances qu'il avait acquises pendant ses voyages pour constituer des collections d'histoire naturelle et étudier la géologie locale. Il avait été frappé, à l'armée du Rhin, d'une petite infirmité au bras gauche, qui ne l'empêchait pas toutefois, de soulever les échantillons de roches, qu'il cassait avec son marteau tenu de la main droite. Il a été en relations avec Haldat et Soyer-Willemet et plus étroitement encore avec Guibal, qui dessinait les fossiles qu'il avait découverts et avec lequel il herborisait aux environs de Lunéville, ainsi qu'avec le docteur Mougeot, à Bruyères, qu'il connaissait depuis qu'ils avaient servi ensemble dans l'armée de Mayence et avec lequel il explorait le massif des Vosges. Grâce à Mougeot, et aux contacts qu'il avait conservés en Allemagne, il put le premier présenter une détermination des basaltes de la Côte d'Essey : sa *Notice géologique sur la Côte d'Essey* a fait l'objet d'un rapport de Braconnot le 6 août 1818. Après son admission, il a envoyé à l'académie de nombreuses notes, qui ont été publiées. Mais sa principale découverte a été celle d'ossements fossiles de sauriens et de poissons, relatée dans les Précis de 1819-1823 et 1824-1828 ; elle lui a valu de recevoir la visite des plus grands géologues de son temps, comme Élie de Beaumont, Agassiz, le président et le secrétaire de la Société royale de Londres. Déjà très affaibli à la fin de l'année 1829, il est mort à Lunéville le 8 septembre 1832²⁷.

Alexis de Garaudé (1779-1852), choriste à la chapelle impériale, puis royale de 1808 à 1830, professeur de chant au Conservatoire de Paris de 1816 à 1841, il était membre des Conservatoires de France et d'Italie, ainsi que de plusieurs académies. Mais il était aussi compositeur et interprète vocal. Il a surtout publié des cours et des manuels sur l'enseignement de la musique et du chant. Sa candidature s'explique par le fait qu'il était né à Nancy le 21 mars 1779, d'un père président au Parlement de Nancy. Nommé associé correspondant le 4 juillet 1829, sur le rapport de Soyer-Willemet, il a surtout correspondu avec l'académie, de manière très assidue, à l'époque de la Monarchie de Juillet. Il est mort à Paris le 23 mars 1852.

Charles Emmanuel Simon Gaultier de Claubry (1785-1855) est docteur en médecine à Paris, membre de l'Académie de Médecine, rédacteur du *Journal général de médecine*. Il a été élu membre correspondant le 29 août 1822, sur la proposition de Valentin, en raison du fait qu'il envoyait régulièrement son *Journal* à la société. Il a publié en 1835 une *Notice sur l'acupuncture*. Il est devenu membre de l'académie de médecine (section d'anatomie pathologique) le 2 novembre 1839. Il n'a eu de rapports directs avec l'académie que sous la Monarchie de Juillet, lorsqu'il lui a fait parvenir ses *Recherches sur les analogies et les différences entre le typhus et la fièvre typhoïde* et *De l'altération des vaccins et de l'opportunité des revaccinations*, ainsi que des rapports faits à l'académie de médecine sur les vaccinations. Né le 25 décembre 1785 à Paris, il y est mort le 22 décembre 1855.

Nicolas Vincent Auguste Gérardin (1790-1868) est un médecin très en vue, qui a été professeur agrégé à la Faculté de Médecine de Paris et membre de l'Académie royale de médecine. Il est né à Nancy le 3 février 1790 et a été l'élève de Haldat. Il a fait ensuite ses études médicales à Paris et obtenu sa thèse en 1814 (*Recherches physiologiques sur les gaz intestinaux*). Après avoir adressé une première dissertation à l'académie en 1814, il remercie Haldat dans une lettre du 20 janvier 1815 de l'accueil flatteur qu'elle a reçu ; il la termine en écrivant : « Veuillez compter toujours sur le dévouement du plus soumis et plus reconnaissant de vos élèves ». Le 1^{er} février 1816, il communique ses observations sur l'emploi du sulfure de potasse, dans plusieurs maladies

²⁷ Lamoureux aîné, « Éloge de M Gaillardot, docteur en médecine, chevalier de la Légion d'honneur, correspondant de la Société académique de Nancy et de plusieurs autres sociétés savantes », *Mémoires de la Société royale des sciences, lettres et arts de Nancy* (1835), p. XXVII-LII.

dont le croup et la coqueluche ; « après cette lecture, la société l'invite à continuer ses intéressants travaux ». C'est ce qui explique qu'il ait pu venir encore lire le 29 août 1816 devant l'académie un mémoire sur « l'endurcissement des tissus cellulaires des enfants ». À l'issue de ce test, « la société, considérant que ce jeune médecin a déjà adressé plusieurs mémoires, où il a montré autant d'instruction que de zèle, et voulant encourager ses heureuses dispositions, l'a nommé membre associé ». Contrairement à la plupart des associés correspondants éloignés, il a participé à nouveau à une séance de l'académie le 1^{er} juillet 1819. Son intervention a dû être particulièrement spectaculaire : il a offert à l'académie les anneaux sonores de deux serpents à sonnettes qu'il avait tués en Amérique. Sa communication a porté sur « une plante qui peut servir d'antidote et même de préservatif contre la morsure de ce dangereux reptile », et il dit avoir été le témoin oculaire de son efficacité. Encore présent le 20 avril 1820, il dépose sur le bureau de l'académie un mémoire relatif à la fièvre jaune. On lui promet qu'il sera lu dans une prochaine séance. En fait, il fait l'objet d'un rapport assez mitigé de Valentin dans la séance du 9 novembre 1820 : Valentin lui reproche de parler des Antilles sans y être allé et il n'apprécie pas du tout que Gérardin considère l'une des deux sortes de fièvre jaune comme contagieuse. En 1832, il a publié avec Gaimard, avec lequel il avait été envoyé comme commissaire par l'académie de médecine, un ouvrage intitulé : *Du choléra morbus en Russie, en Prusse et en Autriche*. Par la suite, Gérardin a fait une belle carrière médicale, mais il n'a correspondu avec l'académie de Nancy que jusqu'en 1836. Il est décédé le 17 avril 1868.

Michel Gloesener (1792-1877) est né le 2 mars 1792 à Hautcharage, dans le grand-duché de Luxembourg. Il a étudié au collège de Luxembourg et à Trèves, avant de s'inscrire à l'université de Liège, où il a obtenu son doctorat ès sciences en 1823. Mais il a voulu compléter sa formation à Paris, où il a rencontré Arago et Ampère, dont il a adopté les vues sur l'électromagnétisme. Il a été professeur de physique à Louvain de 1824 à 1830 et plus tard professeur et directeur du cabinet de physique de Liège. Ses *Recherches sur l'électricité et le magnétisme* lui ont permis de devenir associé correspondant le 3 décembre 1829. Un extrait de ce travail *Sur la théorie des aimants*, a été inséré dans le *Précis* de 1829-1832. Curieusement, il n'a fait parvenir ses autres travaux qu'après la mort de Haldat : ils sont signalés en 1854, 1857, 1869. Il a continué à enseigner la physique théorique et expérimentale à Liège jusqu'à son éméritat, en 1860, mais conservé son cours de physique mathématique jusqu'à sa mort, survenue à Liège le 11 juillet 1876²⁸.

Charles Guépratte (1777-1857) est un ingénieur hydrographe né à Nancy. Après avoir suivi en l'an VI les cours de l'école des Quatre Nations, il fut admis en l'an VII (1798) à l'École Polytechnique. Après avoir servi dans l'artillerie, il quitta l'armée en 1800, devint docteur ès sciences et se consacra à partir de 1808 à l'enseignement des mathématiques et de l'astronomie à l'école d'hydrographie du port de Brest, ainsi que sur des vaisseaux écoles et il fut chargé en 1809 jusqu'à sa retraite en 1852, de la direction de l'Observatoire de la Marine de Brest. Cette fonction consistait non seulement à surveiller la marche des montres marines déposées à cet observatoire, mais aussi, écrivait-il « à familiariser Messieurs les officiers et aspirants avec les observations d'astronomie nautique et au calcul de ces observations ». Quand il a été admis comme associé, le 15 avril 1817, il avait déjà publié en 1809 un *Traité élémentaire et complet d'arithmétique* et en 1816 la première édition de ses *Problèmes d'astronomie nautique et de navigation*, qui en eurent plusieurs autres. Cet ouvrage a été enrichi de tables facilitant les calculs, qui sont très souvent citées au XIX^e siècle dans les ouvrages de navigation. Il est mort à Lambellezec, près de Brest, en 1857.

²⁸ Philippe Tomsin, « Michel Gloesener et les débuts des recherches sur l'électromagnétisme en Belgique », *Scientiarum Historia*, 24 (1998/2), p. 145-188.

Christian Pfister et Panigot donnent à Guépratte les prénoms de François Joseph ; mais il est appelé Charles dans la littérature scientifique. Barbier²⁹ de son côté l'appelle Charles et dit qu'il est devenu membre de l'académie de Stanislas en 1817. Il ne peut pas y avoir de doute à ce sujet en raison des fonctions très particulières qu'il a exercées et des ouvrages qu'il a offert à l'académie.

René Charles Guilbert de Pixérécourt (1773-1844) était né à Nancy le 22 janvier 1773 et, après des études de droit, s'était engagé brièvement dans l'armée des émigrés, puis était allé à Paris, où il avait été un des secrétaires de Carnot au ministère des Armées. Il avait continué tranquillement ensuite une carrière administrative, à l'administration des Domaines et surtout à l'Enregistrement, où il est resté trente ans. Ce gagne-pain assuré lui a permis de se consacrer à l'écriture de très nombreuses pièces de théâtre, en tous genres : mélodrame, comédie, vaudeville, drame historique ; tragédie et même livret d'opéra. Il a été admis comme associé correspondant le 11 janvier 1816. On peut s'étonner d'une date si tardive, pour un auteur dramatique très célèbre en son temps, qui a honoré la Lorraine, alors que ses plus grands succès d'auteur dramatique datent des années de l'Empire ; mais c'est simplement parce qu'il n'avait pas envoyé plus tôt d'ouvrage assorti d'une demande expresse. Le *Précis* de 1813-1816 explique la raison de son admission : il est « l'auteur de *Charles le Téméraire*, dédié à la ville de Nancy, dont l'académie a voulu récompenser les sentiments généreux et patriotiques ».

Sous la Restauration, quelques-unes de ses pièces atteignent encore à Paris une centaine de représentations, mais d'autres connaissent l'échec : l'apparition du théâtre romantique commence à le rendre démodé. À la fin de sa vie, vers 1838, il est allé vivre à Nancy, où il est mort le 27 juillet 1844. Mais il n'a pas été en mesure de participer activement aux séances de l'académie, en raison de ses nombreuses infirmités : goutte, gravelle, impotence et, pour finir, cécité.

Guillaume, littérateur à Besançon, est admis le 4 février 1830, à la suite d'un rapport de Gérard-Grandville, qui loue son « sens droit, appliqué aux matières d'érudition et de bibliographie ». Il avait envoyé à l'appui de sa candidature six brochures traitant d'antiquités, d'histoire ou de philologie. Il a été plus tard juge de paix à Besançon. Il a envoyé d'assez nombreux ouvrages, de 1830 à 1848 : des remarques sur les écrits de La Fontaine, des discours sur l'utilité de l'histoire, sur le bonheur domestique, des *Observations sur la littérature*, des *Anecdotes franc-comtoises*. Ce sont des travaux académiques, et le dernier de ces textes est extrait des *Mémoires* de l'académie de Besançon (1846).

Pierre Nicolas Hamont (1805-1848), médecin vétérinaire, coopérateur de Leuret dans ses travaux sur les fluides, a été admis comme associé le 30 août 1827, avec l'appui de Leuret, après avoir fourni un travail sur l'altération putride du sang. Il s'est expatrié ensuite en Égypte et écrit dans sa lettre de candidature datée du 10 août 1827 : « Je vais partir pour l'Égypte. Dans ce long voyage, je chercherai à mériter votre approbation en vous transmettant tout ce qui me paraîtrait digne d'être connu de vous ». Il y a fondé l'école vétérinaire d'Alost Zabel près du Caire, qu'il a dirigée, ainsi que les haras du vice-roi d'Égypte. Dans une intéressante correspondance, datée du 15 août 1832, adressée à son camarade Leuret, il dit qu'il est enfin parvenu à fonder son école vétérinaire, après avoir rencontré bien des difficultés. Il dit aussi qu'il a envoyé un rapport sur l'épidémie de choléra morbus, qui a sévi en Égypte, et qu'il a constaté la parenté de la lèpre avec le farcin, qui est très commun en Égypte. Enfin, dans une lettre adressée à Haldat, datée du 19 décembre 1839, il rend compte de la fondation près de l'école vétérinaire et du haras d'une école d'agriculture et demande à son correspondant de lui procurer un contact avec Mathieu de Dombasle, auquel il veut demander des conseils.

²⁹ Joseph-Victor Barbier, « Le Livre d'or des géographes de l'Est de la France », *Bulletin de la Société de géographie de l'Est*, tome III (1881), p. 105.

En raison de son long séjour en Égypte, Hamont est considéré par l'Académie comme associé étranger (c'est dans cette catégorie que le range Favier) ; mais après une période d'incertitude, il a été réintégré comme correspondant national en 1845. De retour en France à la fin de sa vie, il a présenté à l'Académie royale de médecine, le 6 mai 1845, un *Aperçu général sur l'état actuel de la médecine vétérinaire en France*, dans lequel il déplore le peu de considération qu'on a pour elle. « La science vétérinaire, humble, timide, franchit difficilement le seuil des académies, avec hésitation elle entre dans les sociétés savantes... ».

Mathieu Richard Auguste Henrion, baron, (1805-1862) est né à Metz et avocat à la cour royale de Paris. Il est devenu membre de diverses sociétés ; il a écrit divers livres à caractère historique ou biographique. En vue de son admission, qui s'est faite le 4 janvier 1829, il a envoyé quatre ouvrages, dont deux ont fait l'objet de comptes rendus détaillés. L'abbé Gironde a rapporté sur son *Code ecclésiastique français*, où « tout y est simple, clair et à la portée des intelligences les plus communes ». « Les matières en sont distribuées avec ordre et méthode, traitées avec un esprit de sagesse et de pudeur, expliquées et éclairées avec érudition et sagacité ». Son *Histoire littéraire de la France*, qui s'étend de la Gaule jusqu'au règne de Louis XI, a été elle aussi très appréciée. Le rapporteur, qui est, loue la façon dont l'auteur a su mettre en évidence le contraste qui existe entre la « lumière resplendissante » du siècle de Louis XIV et les « ténèbres » des périodes antérieures. Il a écrit plus tard une *Histoire de la Papauté*, en 3 volumes (Paris 1833), mais n'a offert qu'un seul ouvrage à l'académie de Stanislas.

Jean Charles Herpin (1798-1872), docteur en médecine et économiste, à Metz, auteur d'ouvrages sur l'économie domestique. Il a envoyé à l'académie (6 mai 1819) une lettre annonçant un nouvel ouvrage sur la grasse des vins. Mandel, que l'on a chargé du rapport sur cet ouvrage, proteste vigoureusement le 9 juin 1819, en revendiquant pour lui-même l'antériorité du procédé que propose M Herpin. On reparle encore de cette affaire le 15 juillet 1820. Mais l'académie n'en tient pas rigueur à Herpin, et ne demande qu'à le recevoir comme correspondant. Lorsque le 20 juillet 1820, il envoie une lettre et deux exemplaires d'une brochure intitulée *Considérations générales sur le colportage*, l'académie considère qu'il s'agit là d'une demande d'association implicite et elle l'admet aussitôt au nombre de ses associés correspondants. Mais comme il a envoyé par la suite une candidature en bonne et due forme, on confirme son admission dans la séance du 9 novembre 1820. Il a été secrétaire de l'Académie nationale de Metz. Ses très nombreux travaux ont porté sur des questions agricoles, notamment sur les boissons alcoolisées, sur la médecine pratique et l'éducation des enfants. On trouve aussi des textes politiques, car il a été conseiller général du département de l'Indre. Il est mort à Paris en 1872. Dans son testament, il a légué à la ville de Nancy sa bibliothèque et ses collections et il a fondé à l'académie de Stanislas un prix récompensant un mémoire sur des questions d'histoire ou de statistique intéressant la Lorraine qui a été décerné pour la première fois en 1881.

Oscar Heyfelder est au moment de son recrutement, le 8 janvier 1829, docteur en médecine et en chirurgie à Trèves. Il a été sans doute auparavant chirurgien militaire au service de la Prusse, de la Bavière et de la Russie. Il a enseigné plus tard comme professeur à l'université de Munich. Il est déjà à cette date membre d'autres sociétés savantes, dont en France celles de Lyon et de Metz. Il a adressé à l'académie de Stanislas un *Traité du suicide*, considéré sous le rapport de la médecine légale et de la police médicale, rédigé en allemand. Comme aucun médecin de l'académie ne maîtrisait assez l'allemand pour en rendre compte, il a fallu en confier le compte rendu à Jean Blau, qui se qualifie lui-même de « membre dont toute la science se réduit à celle d'interprète ». Ce traité est complété par deux pages d'une dissertation latine sur l'arsenic et ses effets. On le trouve vers 1850 au service de la princesse de Hohenzollern-Sigmaringen. Panigot dit qu'il a terminé sa carrière au service de la Russie et prolonge sa vie au-delà de 1883 ; mais il l'a sans doute confondu

avec un autre Oscar Heyfelder, peut-être le fils du précédent, car né à Trèves en 1828. L'académie nationale de Metz, dont il était aussi correspondant, le fait d'une manière beaucoup plus plausible disparaître de ses listes en 1857.

Louis Augustin, baron d'Hombres-Firmas (1776-1857) est le fils d'un avocat au Parlement de Paris, né à Alès le 4 juin 1776. Docteur ès sciences, naturaliste, maire d'Alès (1818-1828), auteur de recherches en météorologie et en agriculture, il est un savant en vue qui a été pour l'académie un correspondant très assidu. C'est Mallarmé qui a présenté, le 23 février 1826, un rapport sur les trois opuscules que ce candidat a envoyés en vue de son admission ; il a été accepté aussitôt. Celui qui date de 1818 est un mémoire couronné par la Société royale et centrale d'agriculture sur la culture de différentes variétés de pommes de terre. En 1820 et 1821, il s'est intéressé au gel des oliviers, contre lequel il ne voit pas d'autre remède que « le choix des terrains dans lesquels on veut établir des olivettes ». Son troisième mémoire est un recueil de proverbes météorologiques et agronomiques des Cévennes, dont il a testé la plus ou moins grande exactitude en les confrontant à ses observations personnelles ; il y a ajouté un aperçu de la manière dont les agriculteurs languedociens pronostiquent les changements de temps. Par la suite, la rigueur extrême de l'hiver 1829-1830 a donné à d'Hombres-Firmas l'occasion d'adresser en janvier 1831 à l'académie une étude agro-météorologique très complète, dans laquelle il se montre un excellent observateur. Un extrait de ce travail a été inséré dans le *Précis* de 1829-1832. Au cours de sa vie, il a beaucoup voyagé, ayant visité la Bavière, la Suisse, la Belgique, la Hollande, l'Italie et l'Angleterre. Correspondant très assidu, il a offert de nombreux ouvrages à l'académie, signalés de 1824-28 à 1855 et portant sur une grande variété de sujets. Sa signature révèle son appartenance à la franc-maçonnerie. Il est mort à Alès le 5 mars 1857.

Jean Humbert (1792-1851) est un pasteur protestant, professeur d'arabe et orientaliste à Genève, en relation avec de nombreuses sociétés savantes. Il a présenté le 4 novembre 1819 un *Coup d'œil sur les poètes élégiaques français*. Son *Anthologie arabe* date aussi de 1819. À la suite de l'envoi de son ouvrage, il a été admis le 13 janvier 1820. Il a publié en 1827 un *Plan d'amélioration du Collège de Genève*. Il a offert à nouveau par la suite des ouvrages à l'académie qui ont été signalés en 1836 et 1838.

Louis Henri Joseph Hurtrel d'Arboval (1777-1839) est un vétérinaire, sorti de l'école d'Alfort en 1802, qui habite à Montreuil-sur-Mer, dans le Pas-de-Calais. Il dispose d'une situation financière aisée et est membre d'un grand nombre de sociétés savantes ou sociétés d'agriculture. Il n'a pas été admis du premier coup ; les vétérinaires ne jouissent pas en effet d'un préjugé favorable. Après avoir été simplement remercié, à la suite de son envoi d'une *Instruction sommaire sur une épizootie*, il a seulement été admis, sur rapport de Mandel, le 5 décembre 1816, après avoir corrigé son premier texte. Par la suite, son œuvre principale a été de rédiger un dictionnaire : *Dictionnaire de médecine et de chirurgie vétérinaires* (4 tomes, 1826-1828), *Dictionnaire de médecine, de chirurgie et d'hygiène vétérinaires* (6 tomes, 1838-1839). Bien qu'il ait envoyé à plusieurs reprises ses ouvrages, Hurtrel d'Arboval n'a pas entretenu de rapports étroits avec l'académie de Stanislas : il omet toujours de la citer quand il indique, sur la couverture de ses ouvrages, les sociétés savantes dont il fait partie, elle figure dans les *et cetera*.

Jean-Baptiste Prosper Jollois (1776-1842) est né à Briénon l'Archevêque (Yonne) le 4 janvier 1776. Issu de l'École des Ponts et Chaussées, il a été distingué, en raison de ses connaissances, « dans l'architecture et la science de l'antiquité », écrit Haldat dans son rapport, pour faire partie du groupe de savants que Bonaparte a emmené avec lui en Égypte. Il a dessiné là-bas de nombreux monuments antiques. À son retour en France, il est devenu le secrétaire de « la commission chargée de rassembler et de publier les observations recueillies dans cette

expédition » ; à ce titre, il a été un des principaux collaborateurs du grand ouvrage qui a été publié. À l'époque où il a été admis à l'académie de Stanislas, le 5 juillet 1821, il était ingénieur en chef des Ponts et Chaussées dans le département des Vosges. Jollois s'y est intéressé à la vie de Jeanne d'Arc (*Histoire abrégée de la vie et des exploits de Jeanne d'Arc*, 1821), aux sites de Grand et du Donon (*Mémoire sur les antiquités du Donon*, Épinal, 1828, 36 p, extrait des *Mémoires de la Société d'émulation des Vosges*). Il a pris à cette époque une part importante dans les actions menées pour rehausser l'image de Jeanne d'Arc et c'est à cette occasion qu'il est entré en contact avec Haldat. Nommé ingénieur en chef à Orléans, il a évidemment continué ses recherches sur l'histoire de Jeanne d'Arc : *Histoire du siège d'Orléans* (1833), *Monuments anciens et modernes érigés en France en l'honneur de Jeanne d'Arc* (1834). Il avait gardé les notes prises sur les recherches qu'il avait menées dans les Vosges et on a encore publié après sa mort en 1843 un *Mémoire sur quelques antiquités remarquables du département des Vosges*. Il a présidé la Société royale des Antiquaires de France et a terminé sa carrière comme ingénieur en chef des Ponts et Chaussées du département de la Seine. Son *Journal d'un ingénieur attaché à l'expédition d'Égypte* a été publié par Lefèvre-Pontalis en 1904. Les archives de l'académie conservent la trace de la correspondance qu'il a continué à échanger avec Haldat et des ouvrages qu'il a offerts. Il est décédé à Paris, dans son cabinet de travail, le 24 juin 1842.

Étienne L. Jourdain, médecin chef de l'hôpital de Colmar, fait acte de candidature en faisant parvenir un mémoire sur les eaux thermales de Caldas, en Catalogne, car il a participé à la guerre d'Espagne ; sur le rapport de Haldat, il est nommé associé le 12 novembre 1829. À cette date, il n'est déjà plus à Colmar, ayant été muté à l'hôpital militaire de Phalsbourg. Il n'y est resté que peu de temps : le 7 avril 1830, il annonce qu'il quitte cette dernière ville, où il avait déjà commencé à s'occuper de la topographie des environs, pour se rendre à Marseille, où il doit s'embarquer pour l'Algérie. Il a envoyé en effet par la suite à l'académie le long récit de son départ au printemps de 1830 avec le corps expéditionnaire, ainsi que des premiers temps de son débarquement en Algérie. Il a profité de tous ses instants de liberté pour herboriser, aux environs de Marseille, aux Baléares et mêle à Sidi Ferruch. Il donne de précieuses indications sur l'état de santé du corps expéditionnaire français, mais dans le cahier qui est parvenu à l'académie de Stanislas, son récit s'arrête au 26 juillet 1830. L'académie de Stanislas semble avoir eu des difficultés pour suivre toutes ses mutations, connues avec retard. Il a été par la suite médecin principal à Marseille vers 1840 et pour terminer sa carrière, médecin principal de 1^{ère} classe à l'hôpital militaire de Bayonne. Il serait mort vers 1847.

Joseph Romain Louis De Kherkove, dit Kirckhoff, (1789-1868) chevalier, puis vicomte, est né à Anvers le 3 septembre 1789. Docteur en médecine, il se présente dans sa lettre de candidature, du 29 avril 1815, comme « médecin de première classe de l'armée des Pays-Bas et chargé de la surveillance du service de santé à Roermond ». Il offre une *Hygiène militaire*, qu'il publiera à nouveau par la suite (*Hygiène militaire à l'usage des armées de terre*, 1823, 249 p.). Cette candidature semble avoir été oubliée, sans doute en raison des événements de 1815. Il offre un peu plus tard une *Observation sur la fièvre adynamique* (signalée dans le *Précis* de 1819-1823). Le 6 décembre 1827, on fait état de deux ouvrages reçus de lui : l'un à nouveau d'hygiène militaire, l'autre sur un *Plan de colonisation des indigents* ou « colonie de bienfaisance ». Il a été admis le 3 janvier 1828 sur le rapport de Valenton. Il a correspondu de manière assidue avec l'académie et en 1836, a invité Haldat à venir loger chez lui s'il entreprend un voyage en Hollande. Membre d'un très grand nombre de sociétés savantes en Europe, en Amérique, et même à Batavia, il a toujours écrit en français. Il a publié encore des considérations sur la nature et le traitement du choléra morbus, suivies d'une instruction sur les préceptes hygiéniques contre cette maladie (1833) et une histoire des maladies observées à la grande armée française pendant es campagnes de Russie en 1812 et d'Allemagne en 1813 (1836). Il était alors vice-président de la Société royale des sciences,

lettres et arts d'Anvers. Il est devenu en 1835 correspondant de l'académie de médecine de Paris. Il est mort à Malines en 1868.

De La Roche, docteur en médecine à Philadelphie, rédacteur d'un journal de médecine. Admis le 3 avril 1828, il a disparu de la liste des membres en 1833.

Jean-Louis Lassaigne (1800-1859) est né à Paris le 22 septembre 1800. C'est un chimiste renommé qui a commencé en travaillant au laboratoire de Vauquelin. En 1825, il a publié avec Leuret des *Recherches physiques et chimiques pour servir à l'histoire de la digestion*, qui lui a valu de devenir associé correspondant le 2 février 1826. Il a été nommé en 1828 professeur de chimie et de physique à l'école royale vétérinaire d'Alfort et il l'est resté jusqu'en 1854. Il a publié en 1829 un *Abrégé élémentaire de chimie, considérée comme science accessoire à l'étude de la médecine, de la pharmacie et de l'histoire naturelle*. Membre de la Société de chimie médicale, il est encore connu de nos jours pour un test de détection de l'azote, du soufre et des halogènes à l'aide de la fusion du sodium. Il est mort à Paris le 18 mars 1859.

Jean Jacques Joseph Leroy d'Etiolles (1798-1862), docteur en médecine à Paris, est un médecin célèbre du XIX^e siècle. Il est né à Paris le 5 avril 1798. Il s'est fait connaître au début de sa carrière en étant l'inventeur de plusieurs instruments destinés à briser les calculs dans la vessie, ce que l'on appelle la lithotritie. Il a été admis sans difficulté le 24 avril 1828, parce que ses travaux étaient déjà connus. Il a continué à travailler sur la chirurgie urinaire et a offert à l'académie plusieurs de ses travaux. Deux d'entre eux ont été mentionnés dans les comptes rendus annuels : *l'Histoire de la lithotritie* (1839), *Recueil des mémoires adressés à l'Académie des sciences pendant les années 1842 et 1843* (1845). Il s'y est proposé, écrit le compte rendu, de « rendre accessibles à la chirurgie par des moyens mécaniques les parties profondes du corps humain, diminuer les douleurs des opérations inévitables, enfin supprimer les douleurs inutiles ». Il est mort à Paris le 25 août 1862.

Lévy jeune. Nous sommes très mal renseignés sur le correspondant appelé Lévy jeune, et dont le prénom commençait peut-être par un G, si l'on en croit Panigot. Il était certainement très mal connu. L'académie avait reçu de lui, le 24 mars 1825, des *Observations sur les polygones étoilés*, qu'on avait prises pour une demande d'admission, alors qu'il était déjà associé correspondant depuis trois ans ! Au moment de son admission, le 5 décembre 1822, il était secrétaire de la Société d'émulation de Rouen, professeur de mathématiques, auteur de recherches archéologiques. Les publications de cette société nous indiquent qu'il l'a présidée en 1826, mais disparaît de toutes les listes de membres dès l'année suivante. Cette situation était évidemment ignorée à Nancy. Les archives de notre académie renferment une curieuse lettre, dans laquelle Girardin rend compte à Haldat de la distribution des volumes des *Mémoires* aux correspondants de Rouen, dont il a été chargé. On y apprend, en 1850, que « M. Lévy jeune n'habite plus Rouen, il s'est fixé à Paris, rue Neuve St Gilles, n°8, au Marais ». D'après Panigot, il serait mort en 1854.

Jean Georges Chrétien Frédéric Lobstein (1777-1835) est né à Giessen, en Allemagne, le 8 mai 1777. Son père était pasteur et professeur d'université, tandis que son oncle Jean Frédéric était chirurgien, anatomiste et recteur de l'université. Il est venu en Alsace avec sa famille en 1790 et a commencé des études de médecine à l'université de Strasbourg, qui ont été interrompues par la guerre ; il a servi pendant trois ans comme chirurgien de 3^e classe avant de revenir à l'école de santé de Strasbourg ; il y a soutenu le 4 juillet 1802 une thèse de doctorat en médecine : *Dissertation sur la nutrition du fœtus*. Ce travail le qualifie pour devenir adjoint du professeur d'accouchements, puis accoucheur en chef de l'hôpital civil et directeur de l'école de sages-femmes. Mais il s'intéresse surtout à l'anatomie pathologique : il a fondé en 1813 à Strasbourg un

musée de cette discipline et a obtenu en 1819 de Cuvier la création en sa faveur d'une première chaire d'anatomie pathologique à Strasbourg. Son *Traité d'anatomie pathologique* est paru en 1833. Il est surtout connu aujourd'hui pour avoir donné son nom à la maladie appelée de nos jours plus familièrement « maladie des os de verre ». Il est mort à Strasbourg le 7 mars 1835.

Charles Malo (1790-1871) est un écrivain aux centres d'intérêt très divers, un véritable polygraphe, dont la candidature a été annoncée le 8 novembre 1827 et acceptée le 7 février 1828. Il dirigeait des périodiques destinés aux dames et aux demoiselles ; il s'était essayé un peu à tous les genres, y compris à l'actualité politique : *Aventures extraordinaires de Buonaparte depuis l'époque de sa déchéance jusqu'à celle de son arrivée à l'île d'Elbe* (Paris 1814). C'est son *Histoire d'Haïti* qui est examinée en vue de son admission ; c'était la deuxième édition, parue en 1825 de son *Histoire de Saint-Domingue depuis l'époque de sa découverte par Christophe Colomb jusqu'à l'année 1812*, publiée à Paris en 1819 ; bien que Valentin y ait trouvé « quelques erreurs », sa candidature est acceptée le 7 février 1828. Dans la suite de sa carrière, Charles Malo, qui est devenu secrétaire général de la Société pour l'instruction élémentaire et plus tard administrateur de la Caisse d'épargne de Paris, s'est consacré à la littérature de voyage, souvent à but pédagogique, à la vulgarisation historique et à des ouvrages moralisateurs. Il a publié notamment en 1830 *l'Anacharsis français*, description historique et géographique de toute la France. Le titre seul, qui fait référence au *Voyage du jeune Anacharsis*, suffit à montrer qu'il a été l'un des premiers à exploiter le filon éditorial d'une géographie vivante, mise à la portée de jeunes enfants.

Le chevalier François Christophe Florimond de Mercy (1775-1849) est un médecin parisien, spécialisé dans la médecine grecque antique, qui s'est fait connaître essentiellement comme traducteur d'Hippocrate. Toutes ses publications ont été consacrées à des traductions d'Hippocrate et il a obtenu du grand maître de l'université, le 11 septembre 1822, la création à la faculté de médecine de Paris d'une chaire spéciale pour l'enseignement des écrits d'Hippocrate. Sa candidature comme associé correspondant a été acceptée le 11 juin 1818, avant même le rapport que devait faire Lamoureux aîné sur cet ouvrage. On s'est peut-être trop précipité, car l'avis donné par Lamoureux le 12 novembre suivant, est assez nuancé : « il cite plusieurs passages pour prouver que le traducteur d'Hippocrate est loin d'être à l'abri de la critique sous les rapports de la propriété des termes, de la pureté et de la correction ». En fait, il s'agit d'un travail d'érudition, et l'auteur a attaché le plus grand soin à l'établissement du texte : « je prévient mes lecteurs, écrit-il dans l'édition de 1823 de ses traités d'Hippocrate, p. 401, que j'ai soigneusement distingué toutes les variantes qui méritent d'être acceptées ».

Mergaut, docteur en médecine à Mirecourt. Il a été reçu comme associé le 8 juin 1820, à la suite d'un rapport de Haldat, où il nous apprend qu'il a traité de l'hydropisie ascite, la maladie lymphatique et d'une manière de pratiquer la césarienne. Il a été radié de l'académie le 6 janvier 1831, pour des raisons qui ne sont pas exactement connues, mais sont relatives à une condamnation judiciaire. Lorsqu'en novembre 1830, il envoie à l'académie des observations sur des tumeurs cancéreuses, il fait allusion à sa situation dans sa lettre d'envoi, dont Haldat est le très probable destinataire. « Sans mes malheurs, qui vous sont sans doute connus, j'aurais eu le temps de vous les adresser depuis longtemps, mais j'ai eu jusqu'alors si peu ma tête à moi qu'il m'a été impossible de les mettre au net plus tôt ». Il ajoute en post-scriptum : « Vous connaissez, Monsieur et très honoré confrère, la malheureuse position où m'a réduit un jugement aussi infâme qu'abominable. Le Procureur du Roi vient de faire une demande en grâce en ma faveur qui a été apostillée par le Procureur général, mais cette demande aurait besoin d'être appuyée à Paris et malheureusement mes ennemis sont les amis de nos députés ». Nous pouvons faire remarquer ici que la radiation de Mergaut n'est intervenue qu'après épuisement de son dernier recours, pour éviter de compter parmi

ses membres un personnage déshonoré par une condamnation définitive.

Samuel Latham Mitchill (1764-1831), est un savant très connu en Europe par ses travaux et sa correspondance, bien qu'il vive aux États-Unis. Il est né à Long Island le 20 août 1764 et, grâce à son oncle, a pu faire des études de médecine à Edimbourg où il a obtenu son doctorat en 1786. De retour aux États-Unis, il mène de front plusieurs carrières. Il enseigne de 1792 à 1807 les sciences naturelles, la chimie, l'agriculture à l'université de Columbia. Il prend parti pour Lavoisier dans la querelle qui oppose ses partisans à ceux de Priestley. C'est un esprit encyclopédique. Naturaliste, il a publié un traité sur les poissons (1815) et étudié la géologie de la vallée de l'Hudson. Médecin, il a travaillé sur la fièvre jaune. Il a contribué à fonder la première revue médicale américaine, *Medical Repository*, qu'il a dirigée jusqu'en 1820. Il a été le secrétaire de la Société américaine de philosophie, à Philadelphie et il a fondé en 1817 le Lycéum of natural history de New York, devenue plus tard l'Académie des sciences de New York. Homme politique, il a été longtemps élu au sénat de l'État de New York. C'est un ami personnel du docteur Valentin, qui l'a fait admettre comme associé correspondant étranger le 5 juillet 1821. Il est mort à Brooklyn le 7 septembre 1831.

Jean Baptiste Monfalcon (1792-1874), docteur en médecine à Lyon, chirurgien, est un médecin de la nouvelle génération. Il se réclame de l'école « physiologiste » de Broussais, pour qui les maladies résultent principalement d'inflammations et d'irritations. Il a été nommé associé correspondant le 19 avril 1823, sur un rapport de Valentin, après qu'il ait été reçu le 3 avril son ouvrage intitulé : *Essai pour servir à l'histoire des fièvres adynamiques et ataxiques* (1823). Dans son rapport, Valentin note que la réputation de ce médecin est déjà bien établie, et qu'elle s'enrichit de nouvelles publications. Il le loue surtout de l'honnêteté avec laquelle il présente la question des fièvres dites « essentielles ». Quoique partisan de Broussais, il se montre « impartial dans ce grand procès, il fait en sorte d'y réunir en un faisceau les partisans des deux doctrines rivales » Il avait écrit en 1816 un Mémoire sur l'état actuel de la chirurgie et il a publié en 1824 une *Histoire des marais et des maladies causées par les émanations des eaux stagnantes*. Il a présenté plus tard ce dernier ouvrage à l'académie et Valentin en a fait un compte rendu très favorable le 5 avril 1827. Homme de lettres, il a écrit dans la deuxième moitié de sa vie des ouvrages sur l'histoire de Lyon ou l'histoire de la médecine, d'autant qu'il a été aussi bibliothécaire de la ville de Lyon. Lorsque Haldat s'est rendu à Lyon, à une date non précisée, entre 1829 et 1832, il a rendu visite au docteur Monfalcon ; ils sont allés ensemble visiter une enfant à deux têtes, nommée Ritta Christina, et sur laquelle Haldat a rédigé une notice. Cela nous montre un fois de plus que les académiciens savent mettre à profit le réseau de leurs correspondants pour organiser leurs déplacements.

Albert Montémont (1788-1861) est né le 20 août 1788 à Rupt-sur-Moselle, d'un père brigadier forestier. Il fit de bonnes études au collège de Remiremont et appris l'allemand dans une famille allemande où ses parents l'avaient envoyé. En 1805, il entra dans l'administration des droits réunis et y occupa différents postes jusqu'en 1815, à Épinal, puis Valence, Gap, en Italie et à nouveau à Gap. Fervent bonapartiste, choisit alors de se consacrer aux lettres ; il fait un séjour en Angleterre comme précepteur et voyage dans différents pays européens. Il écrit des traductions, des guides touristiques, des récits de voyages, en même temps que des poésies. Initié à la franc-maçonnerie dès l'Empire, il est entré à Paris en 1821 dans la loge révolutionnaire des Amis de la vérité, mais après l'attentat de Fieschi, en 1836, s'est affilié à la Grande Loge centrale de Paris. Il a été à l'origine des banquets vosgiens de Paris, en 1818³⁰. Il a retrouvé en 1830 un emploi de

³⁰ Philippe Alexandre, « Albert de Montémont (1768-1861), les banquet vosgiens de Paris et les origines d'une conscience identitaire dans le département des Vosges », Journées d'études vosgiennes, *Le pays de Remiremont, des origines à nos jours*, 2-3-4 novembre 2000, p. 251-272.

fonctionnaire au ministère des finances, comme chef de bureau, chargé de travaux de statistique. Il est mort le 31 décembre 1861 à Paris.

La candidature d'Albert Montémont à la Société royale des sciences de Nancy a été enregistrée le 15 mars 1821. Caumont a été chargé du rapport, qu'il a fait le 21 juin 1821, après que Montémont ait renouvelé sa demande et envoyé son nouvel ouvrage, un *Voyage en Italie*. Par la suite, Albert Montémont, qui avait la plume facile, s'est montré un correspondant très assidu : les ouvrages qu'il a fait parvenir sont mentionnés 28 fois dans la Table de Favier ! Il a traduit tout Walter Scott et écrit une Histoire universelle des voyages en 51 volumes.

César Moreau (1791-1860) est l'auteur d'écrits sur la statistique, le commerce en général, et en particulier celui de la Grande Bretagne. Il est né à Marseille le 22 novembre 1791 et à l'âge de 15 ans, il est parti pour Cassel, en Westphalie, où il a été employé pendant trois ans aux ministères de la guerre et de l'intérieur ; en 1810, il a travaillé dans l'administration militaire en Espagne ; en 1813, il s'est enrôlé dans les gardes d'honneur et a reçu plusieurs blessures ; mais en 1814, sur la recommandation du prince de Saxe-Cobourg, il est entré dans la diplomatie. À Londres, où il a été nommé dès 1816 comme « élève vice-consul », son travail a consisté à recueillir de nombreuses informations sur l'économie anglaise, ce qui l'a mis en rapport avec diverses sociétés savantes. Il est aussi un haut dignitaire de la franc-maçonnerie. À l'époque où il dépose sa candidature, le 8 novembre 1827, il est vice-consul du Roi à Londres, membre résidant de la *Royal Society* de Londres, correspondant des académies de Dijon, Marseille et Rouen. Malgré ses titres, on attend d'avoir reçu ses ouvrages, confiés à Jaquiné pour un rapport, avant de l'accepter le 3 avril 1828. Les *Précis analytiques* n'en mentionnent qu'un seul : ses *Tableaux statistiques sur le commerce de la Grande Bretagne*.

Il est surtout connu pour avoir fondé à Paris et longtemps présidé deux sociétés : la *Société française de statistique universelle* (1829) et l'*Académie agricole, manufacturière et commerciale* (1830), sous le couvert desquelles il correspond avec l'académie de Stanislas. Il est mort à Paris le 30 novembre 1860³¹.

Alexandre Moreau de Jonnés (1778-1870) est un personnage tout à fait extraordinaire, dont la première partie de la vie a été celle d'un aventurier et la seconde partie celle d'un haut fonctionnaire. Il était né à Rennes le 19 mars 1778. Il s'est engagé très jeune (1791) dans la garde nationale, puis dans l'armée. Affecté comme artilleur sur un bâtiment de marine, il a voyagé dans le Levant, a regagné Toulon au moment du siège de la ville, s'en est échappé, a participé à la protection des convois de blé qui allaient des États-Unis vers la France, puis a voyagé en Amérique centrale jusqu'au moment où il a été fait prisonnier par les Anglais, qui l'ont gardé pendant cinq ans, jusqu'à la paix de 1814. Officier d'état-major, il était chargé de missions très périlleuses, qui consistaient à dessiner des cartes des îles que la marine française voulait conquérir. C'est cette spécialité qui a fait la réputation de cet officier supérieur d'état-major, nommé correspondant de l'Académie des sciences en 1816, dans la section « géographie et navigation » et lauréat en 1819 du premier prix de statistique jamais décerné en France. Il publie à cette époque des observations sur la fièvre jaune à la Martinique (1816), puis aux Antilles (1820). Comme il a étudié en 1831 la propagation du choléra en Orient, il est nommé membre du conseil supérieur de la santé pendant l'épidémie de choléra de 1832-1835. Depuis 1826, il est attaché au Ministère du Commerce comme chef des travaux statistiques du commerce extérieur et en 1840, le service qu'il dirige prend le nom de Bureau de la Statistique générale de la France. Il a été élu en 1849 comme membre de l'Académie des sciences morales et politiques, et plus tard membre titulaire de l'Académie des sciences.

³¹ E. Pascallet, « Notice historique sur le chevalier César Moreau (de Marseille), ancien consul, publiciste, membres de divers ordres français et étrangers, fondateur et membre de plusieurs académies et corps savants », et *Précis analytique de ses travaux*, Paris 1855. Il donne la liste, incomplète, des 34 sociétés savantes, dont il faisait partie.

Ce sont les travaux de Moreau de Jonnés sur les Antilles qui lui ont valu d'être admis dès le 16 décembre 1816 à l'Académie de Stanislas. C'est naturellement Valentin qui a rapporté sur les ouvrages qu'il avait offerts : *Précis historique sur l'irruption de la fièvre jaune à la Martinique* en 1802, *Essai sur l'hygiène militaire des Antilles*, *Monographie du trigonocéphale des Antilles, ou vipère fer de lance*, *Des effets du climat des Antilles sur le système moteur*. Il a envoyé encore peu après son admission un *Précis topographique et géologique de l'île de la Martinique* (7 janvier 1819).

Jean Baptiste Pierre Nicot (1789-1864) est né le 29 décembre 1789 à Aix en Provence. Il a connu des débuts difficiles en raison de la mort de son père, en 1810. Bien qu'il ait fait des études de droit, il a été obligé d'entrer dans l'enseignement secondaire, d'abord à Nice, puis, après l'expulsion des fonctionnaires français du comté de Nice en 1814, à Avignon, à Nîmes et enfin professeur de rhétorique au collège royal de Montpellier ; c'est en cette qualité qu'il a fait acte de candidature à l'académie de Stanislas. Il était alors auteur de poésies inédites et d'une épître sur l'estime de soi. Il est devenu par la suite inspecteur d'académie et recteur du département du Gard. Soulacroix, qui rapporte sur son admission, le 3 août 1826, rend témoignage à son heureux caractère, « au nom de l'amitié fidèle qui les unit depuis de longues années ». Il souligne aussi ses talents d'orateur, dont il a fait preuve dans des discours de distribution des prix ou des séances littéraires. À titre d'exemple, il développe le discours, couronné en séance publique le 24 mai 1824, qui répondait à la question posée en 1823 par l'Académie de Metz : « Quel a été dans ces derniers temps l'influence exercée par les sciences exactes sur les productions littéraires ? ». Il a également fait profiter de ses talents de poète l'académie du Gard et les jeux Floraux. La carrière de Nicot ne s'est pas arrêtée là. Dès 1826, il a été nommé inspecteur d'académie à Nîmes et en 1830, recteur de l'académie du Gard. Il a conservé cette fonction jusqu'à la révolution de 1848. Parallèlement, il a fait à Nîmes une brillante carrière d'académicien. L'Académie du Gard l'avait accueilli dès le 25 mars 1818. Il en est devenu secrétaire perpétuel pendant de longues années, et c'est seulement pour raisons de santé qu'il a dû abandonner cette fonction en 1863³². Il est mort à Nice en 1864.

Charles Gaspard Peschier (1782-1853) était né à Genève le 13 mars 1782 ; il avait étudié la médecine à Paris, notamment auprès d'Antoine Dubois et avait prolongé sa formation médicale à Montpellier en 1812. Il s'était fait connaître en 1822 par un *Essai sur le traitement de la pneumonie et de la pleurésie par l'émétique tartare*. Il se disait docteur en chirurgie, médecin des prisons à Genève, auteur d'écrits dans la Bibliothèque universelle, lorsqu'il a été admis le 1er décembre 1825. C'est le docteur Vimont qui a fait, avec l'approbation de Louis Valentin, le rapport sur les deux ouvrages qu'il a envoyés à l'académie à l'appui de sa candidature : la *Description d'un fœtus humain monstrueux* et l'*Observation d'un empyème remarquable*. Ce rapport donne à Vimont l'occasion de rendre hommage à « la médecine rationnelle et éclectique, qui n'admet et ne rejette rien avant d'avoir interrogé l'expérience et l'observation ». Il ajoute encore : « C'est avec de telles armes qu'il faut combattre la secte physiologique et ses fantasmes partisans, qui portent le délire des prétentions jusqu'à vouloir donner à l'art les bornes de leur esprit et s'ériger en juges suprêmes des opinions ». On peut en déduire que Peschier partageait les positions du groupe des médecins de l'académie. Trois de ses observations figurent dans le Précis de 1824-1828.

Par la suite, la carrière de Peschier a pris une tournure entièrement nouvelle, après sa rencontre avec Hannemann, à Coethen, en 1832. Il est devenu à Genève un fervent propagandiste de l'homéopathie. Il est mort à Genève le 31 mai 1853.

Nicolas Ponce (1746-1831) est connu comme un excellent graveur parisien, mais aussi comme un homme de lettres, car il possède une grande culture. Il s'était fait connaître en gravant

³² L. Maurin, « Note sur M. JB Pierre Nicot », lue le 23 août 1865 devant le conseil général, *Mémoires de l'Académie du Gard* (1864-1865), p. 37-69.

des vignettes pour illustrer les œuvres de Voltaire et de Rousseau et il a continué à illustrer des ouvrages, à graver des paysages et des portraits. Il a exposé au Salon des artistes français entre 1791 et 1806. C'est sur sa réputation qu'il est nommé associé correspondant le 12 novembre 1818, car on ne signale pas l'envoi d'un de ses ouvrages ni de rapport fait sur lui. Parmi ses œuvres littéraires datant de cette époque, on relève les *Considérations politiques sur les opérations du Congrès de Vienne et la paix en Europe* (1815), *De l'avantage qui résulte pour tous les Français en général du maintien de la Charte constitutionnelle* (1819) et un peu plus tard *Mélanges sur les Beaux Arts* (1826).

L'Abbé Camille Ranzani (1775-1841) est naturaliste et professeur à l'université de Bologne. Il a dirigé le musée de Bologne de 1803 à 1841. Il a publié en italien des *Eléments de zoologie*, en plusieurs volumes, de 1819 à 1825. Valentin l'avait rencontré lors de son voyage en Italie : à la séance du 9 novembre 1820, il propose d'échanger les publications de l'académie contre celles de la société d'histoire naturelle que cet abbé a fondée à Bologne, et qui a déjà publié trois volumes de mémoires. On prie aussitôt Valentin d'« envoyer à M. l'abbé Ranzani le diplôme d'associé correspondant dont il sollicitait le titre ». Il est mort à Bologne le 23 avril 1841.

Toussaint Rapou (1781-1857), docteur en médecine à Lyon, a envoyé à l'académie son *Traité de la méthode fumigatoire*, en deux volumes publié à Paris en 1822, dont le rapport a été confié au docteur Vimont. Il est analysé brièvement le 22 avril 1824 dans les procès-verbaux de l'académie, où Vimont rend justice « à la méthode, à la clarté et à la correction du style et aux connaissances profondes de l'auteur » et se prononce en faveur de son admission, qui est votée. Mais si l'on se reporte au texte manuscrit du rapport, on note un mélange d'éloges sur l'utilité de son établissement et de critiques à un médecin pourtant « nourri des grands principes de la doctrine hippocratique », qui adopte « les idées d'un solidisme excessif » et cède « à l'empire tyrannique de la mode ». En fait, l'académie ne semble pas avoir bien perçu la grande originalité de ce médecin formé à Paris, où il a obtenu sa thèse en 1811, et qui a fondé à Lyon en 1819 un établissement « balnéo-fumigatoire », où il combine plusieurs méthodes (bains à l'orientale, étuves à la russe, bains par encaissement de tout le corps ou simplement d'un membre, douches de vapeur en jet, en arrosoir ou en aspersion). Catholique convaincu, très proche des Trappistes des Dombes, il est devenu à la fois adepte de l'homéopathie et d'un hygiénisme très strict, les mesures d'hygiène devant avoir pour but non seulement de maintenir en bonne santé, mais aussi de faciliter l'action des remèdes homéopathiques. « En faisant strictement observer les lois de l'hygiène pendant le traitement des malades, l'homéopathe... rend la guérison plus facile, plus prompte et plus sûre », écrit-il en 1828. Mais l'académie n'a pris connaissance que tardivement des écrits de Rapou sur l'homéopathie.

Nicolas de Roguier (1801-1866) est le fils de Charles Pascal de Roguier, conseiller à la Cour d'appel de Nancy. Il est avocat à Paris et deviendra plus tard lui-même conseiller à la cour d'appel de Nancy. Le mémoire qu'il présente pour son admission, analysé le 29 août 1822, porte sur la linguistique. Cette science en est encore à ses premiers balbutiements et Roguier est encore très jeune. Il expose ce qu'il appelle la doctrine analytico-analogique. En citant Humboldt et Goulianoff de Saint-Petersbourg, il relève les analogies entre les langues et en déduit qu'elles remontent à un type primitif. En Europe, les trois langues principales sont le german, le slave et le gaélique. Il note aussi que dans les langues, ce sont les consonnes qui expriment les idées, tandis que les voyelles les colorent et aident à les prononcer.

En 1825, étant de retour à Nancy, Nicolas de Roguier demande à échanger son titre de correspondant contre celui de titulaire. On prend à ce sujet le 3 mars 1825 la délibération suivante : « Il lui sera écrit pour lui demander de nouveaux titres, afin de motiver suffisamment l'échange qu'il sollicite ». Il n'a pas donné suite à cette demande et est resté associé correspondant. Notons

encore qu'il avait un frère appelé Alexandre, avec lequel il a été confondu par Panigot et Favier, mais dans tous les documents qu'il a écrits de sa main, il signe N. de Roguier.

Nicolas de Roguier est mort à Nancy le 18 octobre 1866. Son acte de décès nous apprend qu'il était âgé de 65 ans et né en Russie, dans la paroisse de Krasnoï, gouvernement de Rezan. C'est bien en 1866 que sa mort a été annoncée à l'académie.

Gabriel Rolin (-1852 ?), ancien inspecteur des forêts du prince de Condé à Guise, auteur d'un ouvrage sur le cubage des bois. Il est donc géomètre, mais aussi numismate. Il réside à Paris ; son admission date du 14 juillet 1825. À la date du 1^{er} octobre 1829, alors qu'il réside toujours à Guise, il a fait parvenir une *Dissertation sur une médaille de l'empereur Sévère Alexandre*. Il y traite notamment des croyances religieuses de l'antiquité et avance, à propos de la chapelle des « fils de Mamé », qu'elle « fut le produit d'un délire de l'esprit aussi ridicule que l'arche de Noé ou la tour de Babel » ! C'est surtout après 1840, lorsqu'il est venu se fixer à Nancy, qu'il a joué un rôle à l'académie, où ses interventions ont parfois suscité des remous.

Joseph Maria Roman, admis le 11 décembre 1817, lieutenant colonel du génie au service de l'Espagne. D'après Panigot, il serait mort vers 1832.

Jean Saphary (1797-1865) est né à Vic-sur-Cère (Cantal) le 28 avril 1797. Il a été reçu en 1825 à la première agrégation de philosophie et Nancy est le premier poste sur lequel il a été nommé. Il est le disciple et l'ami de Laromiguière, avec lequel il échange une correspondance pendant qu'il se trouve à Nancy. Il résume pour ses élèves les leçons de son maître, sous le titre d'*Essai analytique d'une métaphysique qui comprendrait les principes, la formation, la certitude de nos connaissances dans le plan de M Laromiguière, dont on a résumé les leçons*. Il le publie à Paris après son départ. Il offre en même temps à l'académie un poème intitulé *L'habitant du Cantal au pied des Pyrénées*. Il est admis comme associé correspondant le 2 août 1827 et trouve le temps de lire un discours de remerciement le 30 août, alors que son départ est déjà annoncé. Il quitte en effet Nancy pour devenir en octobre 1827 professeur de philosophie au collège Bourbon à Paris : c'est une promotion dont il a bénéficié parce qu'un de ses élèves a obtenu le premier prix au concours général. Il a été nommé maître de conférences à l'École normale supérieure en 1829.

Par Laromiguière, Saphary se rattache au courant des idéologues, et s'oppose vivement dans tous ses écrits ultérieurs à l'éclectisme de Victor Cousin qui triomphe à cette époque dans l'université française³³. C'est, dit-il, « une philosophie d'État, qui parodie la religion d'État ». Il se défend lui-même d'être matérialiste et plaide pour une réconciliation de l'Université et des Jésuites. Le *Journal de la Meurthe* du 1^{er} septembre 1826 rend compte du discours qu'il a prononcé à la distribution des prix du Collège royal de Nancy : « Il a cherché à dissiper l'erreur funeste dans laquelle tombent la plupart des jeunes élèves qui, se persuadant que la nature leur a refusé les moyens d'acquérir des sciences, s'abstiennent de cultiver leur esprit et favorisent par là son engourdissement et sa paresse. Il a prouvé, par les facultés de l'âme, par des exemples tirés de l'histoire et par ceux que nous offrent tous les jours des hommes qui se sont élevés par leurs propres efforts, combien cette pensée est fautive et peut devenir nuisible ». Il est mort à Polminhac (Cantal) le 16 avril 1865.

Antoine Constant Saucerotte (1805-1886) est né à Moscou, où son père, Victor Saucerotte, officier de santé, avait émigré en 1802, pour devenir dentiste des tsarines. Il était le petit fils de Nicolas Saucerotte, qui avait été membre de la Société académique de Nancy sous l'Empire. De retour en France, après une année de philosophie au collège royal de Nancy en 1824, il avait entrepris des études de médecine à Paris. Après sa thèse, portant sur *les altérations des liquides*,

³³ François Picavet, « Les idéologues : Essai sur l'histoire des idées et des théories scientifiques, philosophiques, religieuses, etc., en France depuis 1789 », thèse, Paris 1891.

considérées comme causes ou complications des maladies (1828), il était revenu à Lunéville, berceau de sa famille, où il avait épousé sa cousine, Anne Saucerotte. Il a reçu le titre d'associé correspondant pour son *éloge de Charles Le Pois*, comme en fait foi le procès-verbal de la séance du 2 avril 1829. Il est alors médecin à Lunéville et Haldat dans le *Précis* de 1829-1832, loue particulièrement ce « jeune médecin qui, à la sortie des écoles, sait ainsi se soustraire à l'influence de la mode et à la tyrannie des opinions que commande l'enthousiasme et qu'adopte l'irréflexion ». Plusieurs de ses travaux ont été insérés dans les publications de l'académie : son *Eloge de Charles Le Pois*, résumé en 1828-1832, mais in extenso en 1853 ; un mémoire *sur l'unité du genre humain* (Mémoires de 1836) ; une *Etude sur Bichat* (Mémoires de 1852), etc. Il a correspondu de façon très assidue, presque chaque année, avec l'académie, à laquelle il a envoyé ses publications. Curieusement, lorsqu'en 1830 la chaire de philosophie au collège de Lunéville est devenue vacante, il y a postulé. De 1830 à 1860, il a mené de front cet enseignement avec sa fonction de médecin hospitalier à Lunéville. Cela explique que dès les années 1830, et jusqu'à la fin de sa vie, il ait publié à la fois des ouvrages scolaires (hygiène, histoire naturelle, physique) et des travaux portant sur l'histoire de la médecine. Il est mort à Lunéville le 3 novembre 1884.

Antonio Mario Timoleone Savaresi (1773-1830) avait étudié la médecine à Naples ; mais favorable aux idées de la Révolution française, il avait conspiré contre le régime napolitain et, ayant pris la fuite, avait été recruté comme médecin dans les armées françaises. Il avait fait avec elles les campagnes d'Italie (1796-1798), d'Égypte (1798-1801), puis de la Martinique. De retour à Naples, il avait été nommé médecin chef du royaume et inspecteur général du service de santé. Sa réputation était grande en Europe. C'est la raison pour laquelle il avait été accepté le 5 janvier 1826 à l'académie, sur simple proposition de Valentin, qui l'avait certainement rencontré lors de son voyage en Italie. Ses nombreux écrits, qu'il n'a pas envoyés à l'académie, ont porté sur les épidémies qu'il avait observées dans ses voyages, sur leur rapport avec l'environnement, leur caractère contagieux ou non et sur l'hygiène à observer pour les combattre. Il est mort à Naples en 1830, et non pas en 1854, comme le croit Favier.

Michel Sokolnicki (1760-1816) est un noble polonais, sorti en 1780 de l'académie du corps des cadets de la noblesse à Varsovie. Il est lieutenant-colonel en 1789. Il prend part à l'insurrection de Kosciuszko, est fait prisonnier et reste deux ans en captivité en Russie (1794-1796). À sa libération, il gagne la France et il devient en 1797 chef de brigade dans la « Légion polonaise », qui combat aux côtés des armées françaises, à Hohenlinden, à Saint-Domingue et en Italie. Il fait ensuite partie de la Grande Armée, dans laquelle il combat en Prusse et en Pologne. Lors de la création du grand-duché de Pologne, il sert dans l'armée polonaise de 1809 à 1811. Cet infatigable militaire reprend du service comme général de brigade dans l'armée française en juin 1812 ; il est attaché à l'état-major de l'empereur et fait les campagnes de Russie, de Saxe, puis de France, où il défend Paris sur les Buttes Chaumont. Après l'abdication de Napoléon, il rentre en Pologne, pour se mettre au service du « royaume du Congrès ». C'est lorsqu'il passe par Nancy, le 16 juin 1814, qu'il est reçu membre associé de l'académie de Stanislas. Il est mort d'une chute de cheval à Varsovie, le 23 ou 24 septembre 1816.

Goswin Joseph Auguste, baron de Stassart (1780-1854), né à Malines le 2 septembre 1780, est un personnage considérable, qui habite près de Namur et qu'il est impossible de refuser. Fils d'un président du conseil de Namur, il est entré en 1804, après des études de droit à Paris, dans l'administration française. Grâce à sa connaissance de l'allemand, acquise pendant le séjour que sa famille avait fait en Autriche, après la révolution brabançonne de 1789, il a été, à partir de 1805, intendant en Autriche, puis en Prusse. De retour en France, on lui a confié la sous-préfecture d'Orange (1809), puis les préfectures du Vaucluse (1810) et des Bouches de la Meuse (1811-1813). Il a fait ensuite une carrière politique dans le royaume des Pays-Bas, comme député, puis en

Belgique, comme président du Sénat et gouverneur de provinces. Il a été président de l'Académie royale de Belgique et correspondant de l'Académie des sciences morales à Paris. C'est un libéral, qui se réclame des Lumières du XVIII^e siècle. À la fois franc-maçon et catholique, il a assuré sans en avoir le titre la fonction de grand maître du Grand Orient de Belgique à partir de 1833, mais a quitté la maçonnerie en 1841.

Ses mérites littéraires sont nettement plus minces, et Gérard Grandville en fait un éloge très modéré. L'auteur a produit un seul volume à l'appui de sa demande : un recueil de 144 fables, en vers français, accompagnées de 218 notes, qui a paru en 1818 et en est à sa 5^e édition. Le baron Stassart avoue les avoir rédigées trop rapidement à la campagne, à la fin d'un hiver. Les meilleures d'entre elles sont celles qui sont imitées d'auteurs étrangers. Dans celles qui lui sont propres, il revient souvent sur les mêmes thèmes (l'étourderie, l'imprudence, les caprices de la fortune), mais il ne manque pas d'esprit et fait preuve d'une certaine facilité. Le style manque de couleur et les textes sont souvent hérissés de noms propres, appartenant aussi bien aux dieux antiques qu'à des personnages modernes. Une grande partie du succès de ces fables est dû au contexte politique dans lequel elles ont été présentées. Son admission est prononcée le 19 juin 1828.

Le baron Stassart a entretenu une correspondance fidèle avec l'académie, à laquelle il a fait parvenir de très nombreux ouvrages. Il est mort à Bruxelles le 16 octobre 1854.

Ivan de Stempkowski, colonel au service de la Russie, correspondant de l'Institut, a été admis le 14 novembre 1822, en même temps que Blaramberg, dont il avait transmis la candidature. Il avait été de 1795 à 1815 l'aide de camp du maréchal de Richelieu, qui pendant son émigration, avait exercé d'importantes fonctions en Russie et s'était beaucoup intéressé aux antiquités. À son retour en France, le maréchal avait mis Stempkovski en relation avec Désiré Raoul-Rochette, qui avait fait nommer Stempkovski correspondant de l'académie des inscriptions et belles-lettres. Il a publié en 1822 à Paris : *Notice sur les médailles de Rhadaméadis, roi du Bosphore cimmérien, découvertes en Tauride en 1820*. C'est Stempkovski qui, le premier, a mis ces découvertes en rapport avec la ville antique de Tanaïs, mentionnée dans les sources grecques.

Pierre Frédéric Thomas Longueville (-1857) est un ancien chirurgien de la marine française, formé à l'école de médecine de Rochefort, qui est devenu secrétaire de la Société médicale de la Nouvelle Orléans et médecin à l'hôpital de cette ville. Il est l'auteur d'un *Essai sur la fièvre jaune d'Amérique* qui corrobore les idées du docteur Devèze et de Louis Valentin : lors de l'épidémie observée à La Nouvelle Orléans en 1822, ce sont les conditions météorologiques qui ont joué le rôle principal. À la suite d'un rapport favorable de Lamoureux, il est recruté comme associé le 4 décembre 1823. Mais lorsqu'il présente en 1826 une *Observation sur un cas de variole*, chez un patient pourtant vacciné, Valentin met en doute sa conclusion. Membre associé à titre étranger de l'académie, il est devenu correspondant national après son retour en France en 1848 et est mort à Lyon en 1857.

Amédée Turck (1801-1871) ne figure sur aucune liste de membres associés de l'académie. Et pourtant, les procès-verbaux attestent qu'il en a bien fait partie. Neveu d'Antoine Bertier, il était un des expérimentateurs les plus zélés et un excellent expert auquel l'académie avait recours lorsqu'elle possédait le statut de société d'agriculture. Le 7 décembre 1820 encore, il envoie plusieurs mémoires : l'un d'eux est relatif à diverses plantes qu'il a acclimatées dans le département (trèfle incarnat, gesse blanche, blé de Pologne) ; un autre relate les essais faits d'une nouvelle charrue que sa construction empêche de verser quand elle est employée sur un plan incliné ; un troisième, traite à nouveau du claveau et le quatrième décrit un procédé de castration des animaux. Cet envoi étant assorti d'une candidature en règle, Valentin est chargé du rapport et le fait dès le 11 janvier 1821. Comme médecin, il apprécie particulièrement les mémoires sur la

castration et sur le claveau. « Déjà très avantageusement connu par l'académie », ce candidat fait preuve « d'une véritable érudition ». Le titre d'associé correspondant lui est aussitôt accordé.

Il en a profité pour participer activement aux séances au cours de l'année 1821. Le 5 juillet 1821, on le voit traiter à nouveau de la santé des moutons et de la question du claveau, en se fondant sur l'expérience acquise dans sa bergerie. Mais lorsque la Société centrale d'agriculture s'est détachée effectivement de l'académie, il a cessé ses relations avec la Société royale des sciences. Il s'est consacré plus tard à l'enseignement agricole pratique, en fondant l'Institut agricole de Sainte-Geneviève, à Dommartemont³⁴. C'est là qu'il est mort, à l'âge de 70 ans, le 18 octobre 1871.

A. N. Veyland ou A. N. Weyland, professeur de philosophie à Sarreguemines, puis inspecteur primaire à Metz, est le traducteur de l'*Essai sur le beau et le sublime*, de Kant. Le rapport fait par Lamoureux sur cet ouvrage est au premier abord assez déconcertant : « Ignorant absolument la langue allemande et n'ayant pas une juste idée de la philosophie de M. Kant, j'avais quelque répugnance à me charger d'examiner la traduction de son *Essai sur le beau et le sublime*... ». Le rapporteur a toutefois lu avec plaisir cet ouvrage : « Je n'ai pas éprouvé l'embarras auquel je m'étais attendu, d'après ce que j'ai ouï dire de l'obscurité des principes de Kant ». Le style est clair, élégant et correct, et si l'on n'en était pas prévenu, on ne sentirait pas qu'il s'agit d'une traduction. Lamoureux complète ces considérations en faisant part des bons renseignements qu'il a obtenus sur l'auteur. « M. Veyland est un jeune littérateur vivant chez ses parents à Sarreguemines, où il a la réputation d'un homme de bien. Après avoir fait de brillantes études au collège de cette ville, il s'est livré à l'enseignement des langues et de la philosophie. À une connaissance profonde des langues anciennes, il joint celle de l'allemand, de l'anglais, etc. ». Après de tels éloges, il n'est pas étonnant qu'il ait été admis dans cette séance du 1^{er} décembre 1825. Par la suite, il a publié des travaux d'inspiration religieuse, *Pétition d'un chrétien d'Occident, en faveur de la Chrétienté souffrante en Orient*, 1841, et plus tard, en 1858, une *Notice sur la vie, les miracles et les travaux apostoliques du saint curé d'Ars*. D'après Panigot, il serait mort en 1877, mais son nom a été supprimé de la liste des académiciens en août 1874, tandis que Jalabert annonçait son décès à la séance publique du 28 mai 1874.

Louis René Villermé (1782-1863) n'est encore au moment de son admission que docteur en médecine à Paris. Il a étudié à l'école de médecine de Paris, avant de servir comme chirurgien sur les champs de bataille de l'Empire, de 1804 à 1814. Licencié en juin 1814, il s'est empressé de soutenir aussitôt une thèse de doctorat en médecine, le 22 août 1814. Il exerce alors la médecine à Paris et commence à publier des travaux nourris de son expérience de chirurgien militaire. Après son mariage en 1817 avec la fille du conservateur du Louvre, Louis Morel d'Arleu, il devient secrétaire de la Société d'émulation de Paris (1819), membre de l'académie de Médecine (1823) ; il collabore au *Dictionnaire des sciences médicales*, auquel il fournit des articles sur les prisons, les prisonniers de guerre, le scorbut, le typhus ; il est un des fondateurs des *Annales d'hygiène publique*. Mais ses préoccupations l'orientent de plus en plus vers la médecine sociale. Il fait paraître en 1820 *Des prisons telles qu'elles sont et telles qu'elles devraient être par rapport à l'hygiène publique*. Il s'intéresse aussi à la mortalité infantile, comme révélatrice des profondes inégalités sociales que creuse la société industrielle naissante. Il a obtenu la consécration de ses premiers travaux en entrant à l'Académie des sciences morales et politiques en 1832, dans la section de Statistique et deviendra célèbre en 1840 lorsqu'il publiera son *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers dans les fabriques de coton, de laine et de soie*, qui donne pour la première fois une vue d'ensemble de la condition ouvrière en France. Il a été admis comme associé

³⁴ Jean-Claude Bonnefont, « L'Institut agricole de Sainte-Geneviève à Dommartemont, une étape dans l'histoire de l'enseignement agricole en Lorraine au XIX^e siècle », *Mémoires de l'Académie de Stanislas* (1993-1994), p. 301-316.

correspondant le 29 août 1822.

David Bailie Warden (1772-1845), ancien consul des États-Unis à Paris, admis le 13 novembre 1817. Il est considéré comme « associé national », puisqu'il réside en France. Il est né en Irlande, en 1772, mais a émigré de bonne heure aux États-Unis, où il a fait des études classiques, suivies d'une formation comme médecin au collège de médecine de New York. En 1804, il est devenu secrétaire de la légation américaine à Paris, puis consul général à Paris pendant 40 ans. Il a fait partie de nombreuses sociétés savantes et contribué à faire connaître en Europe la géographie et la civilisation des États-Unis. En 1810, il avait publié une enquête sur les facultés intellectuelles et morales et sur la littérature des nègres ; en 1816, ce fut une *Description du district de Columbia* ; c'est ce dernier ouvrage, dont Valentin a fait un compte rendu favorable, qui a déterminé l'académie à lui accorder le 13 novembre 1817, le titre d'associé correspondant. Il a publié à partir de 1819 une *Description statistique, politique et historique des États-Unis d'Amérique du Nord*, dont Valentin a fait un compte rendu détaillé le 23 mai 1822. L'ouvrage est divisé par provinces et, à propos de chacune d'elles, l'auteur « examine tour à tour la topographie, la météorologie, l'histoire naturelle, la population, les mœurs, l'histoire politique, l'administration, l'organisation civile et militaire, les beaux-arts, les hommes célèbres, l'agriculture, l'industrie, le commerce, les travaux publics et il termine par une liste des ouvrages et des cartes qu'on a publiés sur le pays ». Il a écrit encore des *Recherches sur les antiquités de l'Amérique septentrionale* (1827) et même un ouvrage sur le Brésil (1832). Warden est mort à Paris le 9 octobre 1845.

Ambroise Mathis Louis Guillaume, ou Villaume (dans la Table de Favier) (1772-1863) est né à Metz le 18 juillet 1772, dans une famille modeste. En 1788, il avait été admis comme externe à l'hôpital amphithéâtre de Metz, mais à la fin de 1789, il quitta la France pour la Russie, d'où il revint en novembre 1794. Après cette parenthèse, il fit une carrière normale de chirurgien militaire, avec la protection de Percy, qui devint son ami. En 1814, il fut désigné comme premier professeur et chirurgien en chef à l'hôpital militaire de Metz, où il a effectué tout le reste de sa carrière. C'est alors qu'il fut admis le 5 mai 1814, comme associé correspondant à Nancy. Collaborateur du *Grand Dictionnaire des sciences médicales*, il n'a à son actif que quelques brochures et des discours faits devant ses élèves, ou à la Société des sciences médicales de la Moselle, qu'il a fondée en 1819. Mis à la retraite le 31 janvier 1836, à l'âge de 64 ans, il a continué à exercer la médecine à Metz, puis est allé finir ses jours à Paris, où il est mort le 19 mars 1863³⁵.

Les candidats refusés.

Bien que cette nouvelle liste d'associés correspondants nous paraisse très longue, il ne faudrait pas croire que l'académie ait accepté systématiquement toutes les candidatures qui se sont présentées. Si on fait le bilan des candidatures refusées pendant la période de la Restauration, on trouve une assez longue liste ; ils sont soumis en effet à un filtrage plus sévère que sous l'Empire. Il ne faut peut-être pas attacher trop d'importance à la manière dont les refus ont été formulés. Elle pouvait dépendre de la qualité, de l'âge du personnage, de la nature des relations qu'on avait avec lui. Certains refus sont assortis d'un encouragement à produire un nouvel ouvrage ; d'autres sont plus secs et paraissent définitifs.

En 1816, *le docteur Guillé*, auteur d'un travail sur les maladies de la puberté, est invité à produire autre chose et ne donne plus signe de vie. On élimine aussi *Gognier*, de Lyon, qui avait envoyé divers travaux. *M. Mathieu*, maître de pension à Nancy, est écarté le 21 août 1817. Ses vers latins sont encore écoutés avec plaisir, le 3 décembre 1819, mais ne suffisent pas pour qu'il soit nommé associé correspondant. Au même moment, le général Drouot éreinte dans son rapport le professeur de géographie *Maillette*, qui s'était permis de critiquer le cours d'artillerie de Bezout.

³⁵ *L'Abeille médicale*, « Biographie de Willaume », envoyée par le docteur Pascal, numéro du 30 mars 1863.

Une seconde chance lui est pourtant donnée lorsque de Caumont revient sur sa candidature, car il avait été chargé du rapport sur un autre ouvrage de ce dernier, relatif aux mesures topographiques : son mémoire est exact, mais dépourvu de toute nouveauté. On décide donc le 17 juin 1819 de remercier purement et simplement le candidat.

Dans ce filtrage des candidatures, le plus significatif est sans doute le refus de recruter comme membre titulaire l'abbé *Lesoing*, bibliothécaire de la bibliothèque publique de Nancy, qui avait à ce titre vocation d'appartenir à l'académie. Sa candidature est présentée le 6 mai 1819 par Vautrin, qui est réputé pour avoir la dent assez dure. Ce dernier critique l'éloge de Louis XVI présenté par le candidat et lit à la séance suivante son éloge de dom Calmet, sans doute pour faire partager à ses confrères son jugement, dont nous ne connaissons pas la teneur. Après la lecture, on ne peut se prononcer sur la demande d'association, faute de quorum, et il n'est plus question de cette candidature par la suite. C'est un silence éloquent ! Mais est-ce le candidat qui est mauvais ou l'académie, qui a voulu manifester sa mauvaise humeur de ne pas avoir été associée à sa désignation à la tête de la Bibliothèque ? On peut se poser la question.

Nous constatons en tout cas que l'académie s'est montrée de plus en plus sélective avec les années, comme l'indiquent plusieurs passages de ses comptes rendus.

Le texte le plus clair est l'intervention faite par Haldat le 23 avril 1829, qui vise particulièrement les trop nombreuses candidatures de médecins. « M. de Haldat développe à cette occasion quelques idées sur les inconvénients où l'académie se verrait à la longue entraînée, si de simples narrés scientifiques, relatifs à des cas particuliers, semblaient pouvoir donner droit à tous leurs auteurs de solliciter l'admission dans son sein. La Société royale, dit M de Haldat, est créée pour embrasser toutes les sciences et ne doit prendre de chacune que la partie supérieure ; elle ne doit pas devenir par exemple une académie de médecine. Ainsi, lorsqu'on ne lui présente que des mémoires rédigés sur des faits spéciaux, elle ne saurait (quelque fidélité d'observation qu'on veuille y apporter) se rendre accessible au point de regarder comme titres suffisants de réception ces sortes de travaux, visiblement trop faciles ; à moins qu'outre le mérite propre à leur genre, ils n'en laissent apercevoir un autre, littéraire ou philosophique, en se distinguant, soit par un style pur, soit par des vues élevées et générales ».

Le 6 août 1829, on écarte ainsi le *docteur Ruyer*, médecin à Senones, dont le docteur Bonfils déclare, au nom d'une commission que le mémoire qu'il a envoyé est insuffisant. Mais tous les membres de l'académie ne font pas preuve de la même sévérité envers les candidats à un prix ou à une admission. Le dossier de *Mangin*, d'Eulmont, en fournit une preuve concrète. Cet autodidacte avait envoyé à l'académie quatre ouvrages qui, le 23 mai 1822, avaient été confiés à quatre rapporteurs différents : un *Cours élémentaire de mathématiques*, avec un *mémoire sur les moyens de déterminer les longitudes en mer* et un autre sur *la manière de diriger les ballons en ligne horizontale* ; un *Nouveau traité de physique* ; un *Mémoire sur un pont de construction nouvelle et sur le mouvement perpétuel* ; une *exposition des preuves les plus sensibles et les plus évidentes qui établissent la divinité et l'unité de la religion chrétienne*. Seuls les deux premiers de ces rapports ont été lus en séance.

Le général Drouot, qui rapportait le 6 juin 1822 sur le manuscrit de mathématiques, s'est montré très sévère. M Mangin, dit-il, avait formé projet de mettre les mathématiques à la portée de tout le monde ; mais le résultat est très inférieur à tout ce que l'on trouve dans tous les livres élémentaires connus. Quant à la méthode infaillible qu'il propose pour diriger les ballons suivant une ligne horizontale, elle ne mérite même pas qu'on en parle. Le 4 juillet 1822, c'est Haldat qui, à son tour, rend compte du *Nouveau traité de physique* de Mangin. Le résultat est tout aussi déplorable, mais Haldat manifeste ici l'indulgence et l'humanité qui sont le fond de son caractère, en déclarant : « M. Mangin a fait lui-même son éducation, personne ne l'a guidé dans ses lectures et ses ouvrages, qu'il a évidemment puisés dans les livres où il cherchait à s'instruire, se ressentent de son inexpérience. Si l'auteur n'a pas atteint le but qu'il se proposait, son travail prouve du moins qu'il a beaucoup lu. Il est le fruit d'un zèle qui mérite d'être encouragé et qui fait regretter que M.

Mangin ne se soit pas trouvé dans des circonstances plus avantageuses à son instruction ; il eût sans doute rendu aux sciences de nombreux services ». Au jugement abrupt de l'officier, qui a suivi avec l'aide de ses professeurs une filière toute tracée, il substitue l'attitude compréhensive d'un homme de la génération précédente, qui a dû se former lui-même pendant les années difficiles où l'enseignement supérieur en France était complètement désorganisé.

Certains refus ne sont pas motivés et on peut se demander s'ils ne tiennent pas simplement à la négligence. Le 13 avril 1826, on apprend que *M. Bégin*, chirurgien de l'hôpital militaire, présente des opuscules en prose et en vers pour appuyer sa demande d'admission. L'académie ne réagit pas et il n'en est plus question par la suite, ce qui est dommage, car il s'agit d'un homme de lettres de qualité, qui a fait une belle carrière à l'académie de Metz et auquel Gustave Choley fera plus tard appel pour écrire dans sa *Revue de Lorraine*. En 1833, Bégin (1802-1888) a publié notamment une estimable *Histoire des duchés de Lorraine et de Bar et des Trois-Evêchés*, qui aurait dû attirer à nouveau sur lui l'attention de l'académie.

Conclusion

Pour la démographie de l'académie, la Restauration a été une période de transition, au cours de laquelle le poids des académiciens de la période du Consulat et de l'Empire s'est peu à peu amenuisé.

Il n'existe pas de liste d'académiciens à jour en 1830. Celle de 1829, placée à la fin du Précis des travaux de 1824-1828, nous indique quelle était la composition numérique de l'académie : 31 titulaires, 117 associés correspondants, 18 associés étrangers. Les académiciens semblent penser que l'on est arrivé à un optimum, car les chiffres tendent à se stabiliser.

La liste suivante, qui date d'août 1833, donne en effet une composition très voisine : 29 titulaires, 118 associés correspondants nationaux, 18 associés étrangers. À cette date, il ne reste plus que 4 titulaires de la première liste de 1802, et 8 autres recrutés sous l'Empire. Parmi les associés correspondants, 19 se trouvaient déjà présents en 1803, 36 s'y étaient ajoutés sous l'Empire, 63 avaient été recrutés par la suite.

À la fin de la Restauration, les académiciens du Consulat et de l'Empire ne représentent donc plus tout à fait la moitié de l'effectif total. Ils laissent la place à une nouvelle génération de membres, qui va marquer une nouvelle étape, dans le développement de l'académie.

Note : Il aurait été impossible de signaler tous les emprunts, parfois ponctuels, que nous avons fait à de nombreuses sources, telles que Wikipédia, les dictionnaires courants de Biographie, Gallica, la presse lorraine ou nationale, ainsi que les dossiers individuels conservés dans les archives de l'académie de Stanislas, et encore les Notices biographiques et bibliographiques des membres de l'académie de Stanislas, de E Panigot. Chaque fois qu'un académicien a appartenu aussi à d'autres sociétés savantes françaises, nous avons cherché des renseignements sur lui dans leurs travaux, ainsi que dans la base de données du CTHS. Toutes ces données ne sont pas fiables au même degré, et il est parfois nécessaire de les recouper. Enfin, dans quelques cas, lorsqu'il y avait un doute, nous avons pu consulter directement les actes de décès ou de naissance de certains académiciens.